



Doc. 1043

14 septembre 1959

Situation actuelle en Europe centrale et orientale

Rapport¹

Relations avec les pays européens non membres

Rapporteur: M. Peter KIRK, Royaume-Uni

1. 1959 - 11e session - Deuxième partie



A. I. Projet de recommandation soumis par la commission des Nations non représentées

L'Assemblée,

L'Assemblée, Rappelant sa Recommandation 184;

Rappelant aussi que neuf États d'Europe centrale et orientale demeurent sous la domination soviétique, sans que leur peuples puissent exprimer une opinion;

Réaffirmant le droit de ces peuples à décider de leur sort,

Recommande au Comité des Ministres :

1. que, dans toutes négociations avec l'Union Soviétique, les pays occidentaux tiennent compte des droits et des intérêts de ces peuples;
2. qu'aucun règlement du problème européen ne soit considéré comme définitif avant que les peuples d'Europe centrale et orientale aient pu décider de leur avenir au moyen d'élections libres.

B. II. Exposé des motifs

1.

1. Le rapport que la commission des Nations non représentées a l'honneur de soumettre à l'Assemblée pour la seconde partie de la onzième Session ordinaire concerne essentiellement, parmi les pays relevant du mandat de la commission, ceux auxquels on n'accorde pas généralement toute l'attention qu'ils méritent. Pour des raisons évidentes, les travaux de la commission ont porté principalement, ces trois dernières années, sur la situation en Pologne, en Hongrie et en Yougoslavie. Certes, des événements dont le Conseil de l'Europe ne saurait se désintéresser continuent à se produire dans ces trois pays, et la commission espère soumettre un rapport à leur sujet à la troisième partie de la onzième Session ordinaire; cependant, le présent rapport s'occupe essentiellement des sept autres pays satellites ? Estonie, Lettonie, Lituanie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie et Albanie ? une note retraçant, d'autre part, l'évolution de la situation en U. R. S. S. même.

2. Pour la commission, si aucun développement spectaculaire n'est intervenu dans ces pays durant la période considérée, les événements qui s'y sont déroulés ne sont nullement dénués d'intérêt. Au contraire, si, dans l'empire soviétique, la situation varie largement selon les pays ? le statut des Etats baltes, par exemple, totalement incorporés à l'Union Soviétique, étant fort différent de celui des autres satellites et le progrès de la collectivisation variant extrêmement lorsqu'on passe d'un pays à l'autre ?? l'étude générale des pays satellites permet de se faire une idée assez exacte de la façon dont opère la domination soviétique.

3. La rapidité et l'efficacité de l'absorption d'un pays donné dans l'orbite communiste paraît dépendre à un point surprenant de la force que le parti communiste représentait dans ce pays avant la deuxième guerre mondiale. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie, par exemple, possédaient chacune un parti communiste puissant et dynamique ? bien qu'illégal dans le cas de la Bulgarie ? et ces deux pays sont les plus avancés dans la voie du communisme; la Pologne et la Roumanie, où le parti communiste était faible et même pratiquement inexistant, sont très en retard dans leur marche vers le « paradis socialiste ». A cet égard aussi, les États baltes se rangent dans une catégorie particulière, mais le fait qu'ils aient goûté à contraindre la liberté ? ne serait-ce que pendant vingt ans ??? a certainement exercé une influence sur la rapidité et l'étendue de leur intégration à l'Union Soviétique proprement dite.

4. Nous ne croyons pas qu'il y ait la moindre inopportunité politique à rappeler les souffrances des peuples d'Europe centrale et orientale au moment où nous engageons des négociations avec l'Union Soviétique. Du point de vue stratégique, les satellites peuvent être considérés comme le talon d'Achille soviétique et les Occidentaux feraient bien, en discutant avec l'U. R. S. S., de ne pas les oublier, non seulement du point de vue moral, mais aussi du point de vue politique. Cependant, la commission n'a nullement l'intention d'exploiter la situation de ces pays à des fins de propagande et, comme dans les rapports précédents, nous nous sommes efforcés d'exposer objectivement les développements intervenus depuis douze mois environ. Notre rôle est d'informer l'Assemblée du sort des nations captives; pour cela, il vaut mieux décrire la situation que formuler des jugements absolus, si justifiés soient-ils.

5. D'une manière générale, on a pu constater, au cours de l'année écoulée, une amélioration des conditions économiques de ces pays, bien que la situation politique reste tout aussi pénible. Il n'a été question à aucun moment ? sauf en Pologne et de façon d'ailleurs bien moins marquée qu'auparavant ? de dévier de la stricte obéissance au Kremlin selon la doctrine définitivement arrêtée, il y a deux ans, par les douze partis dirigeants lors du 40^e anniversaire de la révolution russe. C'est pour avoir refusé absolument de souscrire à cette doctrine que la Yougoslavie a été excommuniée et que, depuis un an, le bloc soviétique, notamment l'Albanie et la Bulgarie, lui cherchent de nouveau querelle. Bien que la polémique ait connu une trêve lors du voyage de Khrouchtchev en Albanie au printemps dernier, elle a repris depuis lors avec une vigueur accrue.

6. Le rythme accéléré de l'industrialisation, introduit par Khrouchtchev en U. R. S. S. il y a deux ans, a été maintenant plus ou moins adopté par tous les satellites. Simultanément, l'idée d'une association de pays autarciques, qui semble avoir été celle de l'empire stalinien, a été abandonnée en faveur d'une communauté économiquement interdépendante à laquelle chaque pays contribuerait selon ses facultés.

L'organisme chargé de la mise en oeuvre de ce dessein est le Conseil pour l'Aide économique mutuelle (COMECON) qui, réuni à Tirana au début de cette année, a dressé les plans des pays du bloc soviétique pour 1959. Dans le cadre tracé par le COMECON, chaque gouvernement semble être assez libre d'agir comme il le veut pour remplir ses obligations, et des concessions très diverses ont été faites aux populations des différents pays selon la situation économique de chacun d'eux.

7. Si, à la fin de l'année dernière, certains pays satellites semblaient vouloir chercher en Chine plutôt qu'en Union Soviétique leur inspiration idéologique, le Kremlin a maintenant repris la situation bien en main et est venu à bout de cette forme d'hérésie. A l'heure actuelle il semble que ce soit la communauté agricole élargie plutôt que la commune populaire qui soit à l'ordre du jour, bien que la Bulgarie soit le seul pays à avoir sensiblement progressé dans cette voie.

8. D'une manière générale, on peut dire que, sous le gouvernement de Khrouchtchev, l'Union Soviétique parvient peu à peu à fondre les nations disparates d'Europe centrale et orientale en une entité économique dont, pourtant, la réalisation exigera encore quelque temps. Il y a là un danger manifeste, car si ces peuples recouvrent un jour leur liberté politique, ils demeureront liés à une économie dominante. La politique centripète de Khrouchtchev paraît beaucoup plus efficace que celle de Staline. En revanche, sur le plan politique, il n'apparaît toujours pas que les communistes soient parvenus, où que ce soit, à obtenir un soutien vraiment massif de la population. Le désir de liberté reste fort alors. même que l'espoir peut être faible.

2. La situation actuelle dans les Etats baltes - (Rapporteur : M. REGNÉLL)

Dans ce bref rapport sur les récents événements intervenus dans les Etats baltes, on a eu autant que possible recours à des données statistiques officielles. Dans certains cas, ces données ont été complétées par des renseignements émanant d'organisations d'émigrants qui suivent de près l'évolution des événements dans leur pays d'origine.

D'une manière générale, on peut dire que les conditions d'existence dans les États baltes se sont légèrement améliorées au cours de l'année 1958. Par comparaison avec l'Europe occidentale, le niveau de vie demeure cependant très bas. A titre d'exemple, on peut citer les chiffres suivants : en Estonie, le revenu mensuel moyen d'un travailleur de l'industrie est actuellement d'environ 600 roubles, alors qu'un kilo de pain de froment coûte de 3 à 6 roubles, un kilo de beurre de 28 à 32 roubles, 1 kilos de viande de 15 à 20 roubles, un litre de lait plus de 2 roubles, 1 kg de sucre de 9 à 10 roubles, un costume d'homme de 700 à 1 500 roubles, une robe de femme de 200 à 600 roubles, une paire de chaussures de 200 à 450 roubles. En raison du développement rapide des villes et de l'activité très réduite du bâtiment, la situation du logement urbain est très mauvaise. Pour citer à nouveau la situation en Estonie, la surface d'habitation à Tallin, en 1957, n'était que de 7 m² par personne (contre 16 avant l'occupation).

Comme sur tout le territoire de l'Union Soviétique, on a procédé en janvier 1959 à un recensement de la population. En voici le résultat : Estonie : 1.196.000 habitants, Lettonie : 2.094.000; Lithuanie : 2.713.000. R apparaît donc que la population des trois États baltes s'accroît, ce qui est manifestement dû à un afflux de Russes. Le nombre de Russes vivant en Estonie est évalué à 300.000 (soit 25 % de la population totale). On évalue également à 300.000 le nombre de Russes vivant en Lithuanie, à l'exclusion des forces armées. L'accroissement du pourcentage de Russes dans la population résulte non seulement de l'afflux russe, mais également du fait que les jeunes Baltes sont envoyés dans des territoires lointains de la Russie soviétique. Les nombreux appels lancés en Estonie ainsi qu'en Lettonie et en Lithuanie témoignent d'une action permanente dans ce sens.

L'afflux de civils et de militaires russes se constate également au sein du parti communiste. En Lettonie, le tiers ou le quart seulement des membres du parti communiste seraient des Lettons. Étant donné qu'au début de l'année les membres du parti étaient au nombre de 61.414 (et les membres du Komsomol d'environ 120.000), il s'ensuit qu'environ 1 % seulement de la population lettone adhère au parti communiste. En Lithuanie, le nombre des membres du parti communiste serait de 41.574, et en Estonie de 31 à 35.000.

Malgré la proportion croissante de Russes dans la population et dans le parti communiste, on constate une tendance à mettre des citoyens baltes au premier plan de l'activité politique. Cette année, des élections au Soviet Suprême ont été organisées dans les trois pays (selon la méthode bien connue de la liste unique). L'ancien système qui consistait à élire d'éminents représentants des milieux dirigeants de l'U. R. S. S. (Staline, Khrouchtchev, Beria, Molotov et autres) a été abandonné et le pourcentage de Russes au sein des Soviets Suprêmes a été fixé à un niveau beaucoup plus bas.

En ce qui concerne l'activité politique communiste, il y a eu plusieurs congrès et conférences, les congrès du parti communiste tenus en janvier 1959 étant les événements les plus marquants. Le projet de plan septennal (1959-1965), adopté par la suite au XXI^e Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique, a été approuvé à l'unanimité.

La tendance du taux de développement industriel tel qu'il est prévu aux plans septennaux concernant les Etats baltes est celle que l'on connaît d'après le plan d'ensemble : elle consiste à favoriser l'industrie lourde par rapport à la production de biens de consommation.

Dans le plan estonien, les précisions concernant l'accroissement de la production d'énergie électrique ? basées sur le schiste bitumeux mais également sur la centrale hydroélectrique de Narva ? sont particulièrement optimistes. Un autre projet important concerne la construction d'une nouvelle usine de ciment d'une capacité sensiblement accrue.

Le plan letton prévoit des chiffres particulièrement élevés pour l'industrie mécanique et métallurgique (+ 250 %) , par exemple pour la fabrication de wagons de trains électriques, ainsi que pour l'industrie de la radio (+ 200 %).

Comme pour la Lituanie, le plan prévoit notamment la création d'une grande industrie chimique (exploitation des gisements locaux d'anhydrite pour la fabrication de béton et d'acide sulfurique). La construction d'une grande usine thermo-électrique est également annoncée.

En ce qui concerne l'agriculture, les chiffres du plan septennal confirment le faible niveau de la production actuelle, dû notamment à la concentration de la main-d'oeuvre dans les centres industriels. Même les objectifs fixés pour la productivité agricole à la fin de la période de sept ans sont, dans certains cas, inférioritaires au niveau de la période d'avant l'occupation.

Pour favoriser la réalisation des objectifs prévus, une pression est exercée sur les kolkhozes ? qui, officiellement, restent la propriété de leurs membres ? pour qu'ils se transforment en sovkhozes. En même temps, les stations de tracteurs qui fournissaient du matériel aux kolkhozes sont fermées ou transformées en stations de réparation. Pour les kolkhozes qui subsistent, on se rapprocherait du régime des sovkhozes, en ce sens qu'il est recommandé de payer les agriculteurs entièrement en espèces au lieu de les payer comme auparavant en partie en espèces et en partie en produits agricoles. Aux termes d'une loi promulguée en août, les personnes habitant dans des régions non agricoles sont tenues de vendre leurs vaches aux kolkhozes dont le cheptel doit être ainsi accru.

De même qu'un effort de russification des États baltes peut être observé dans la politique de peuplement et dans la vie économique, la politique culturelle des communistes est marquée par un effort constant pour supprimer les caractéristiques nationales. Les attaques répétées contre l'Église, les écrivains « révisionnistes », l'idéologie « bourgeoise », les anciennes traditions, etc., montrent que les conceptions d'avant le communisme sont encore considérées dans les États baltes comme un puissant élément. On pourrait citer de nombreuses déclarations comme celle-ci, faite au Congrès du parti tenu à Vilna :

« Les comités du parti doivent améliorer radicalement les méthodes servant à propager l'idéologie matérialiste parmi les travailleurs; ils doivent mettre en oeuvre des formes de propagande nouvelles et plus souples; ils doivent rendre la propagande athée plus dynamique, tout en évitant de heurter les sentiments des croyants. »

Les idéologues communistes s'efforcent de créer de nouvelles traditions familiales, par exemple en remplaçant par des cérémonies profanes les cérémonies religieuses du baptême, de la confirmation, du mariage et des funérailles.

La brutalité des efforts déployés dans les États baltes contre la religion est apparue en mars dernier : la cathédrale de Riga a été soustraite au culte et transformée en salle de concert. De même, l'antique cathédrale de Tallin est devenue un musée.

Les difficultés que les communistes rencontrent dans le domaine culturel expliquent peut-être les plans tendant à favoriser le système de l'internat. La formation obligatoire des étudiants en vue de la production constitue, elle aussi, une mesure tendant à accroître l'influence de l'Etat sur la jeunesse.

Les contacts avec les pays étrangers demeurent très limités. Il existe un certain trafic touristique dans les deux sens, mais il doit être considéré comme insignifiant par rapport à celui qui s'effectue entre les pays de l'Europe occidentale.

L'attitude adoptée à l'égard des émigrants d'origine balte est changeante et se caractérise par des invitations à retourner dans leur pays aussi bien que par le refus catégorique d'accorder des visas aux personnes âgées, malades ou infirmes, désireuses de rejoindre leur famille à l'étranger.

Outre l'intérêt qu'ils revêtent pour l'Union Soviétique en tant qu'élément d'une économie intégrée, les États baltes offrent de précieuses bases militaires permettant un contrôle plus étroit de la Mer Baltique. La flotte rouge y possède plusieurs ports, accessibles même en hiver, où sont installées les bases des nombreux sous-marins soviétiques de la Baltique. La situation géographique des États baltes a permis à l'U. R. S. S. d'y construire des rampes avancées pour le lancement des engins balistiques dirigés vers l'Occident.

Pour conclure, on peut dire que pendant la période considérée il n'y a eu aucune orientation nouvelle, mais une action délibérée et conforme aux méthodes communistes bien connues, tendant à lier les États baltes à l'Union Soviétique sur les plans politique, économique et culturel.

3. La situation en Tchécoslovaquie - (Rapporteur : M. DRÈZE)

Introduction

1. Dans le système des satellites soviétiques en Europe, la Tchécoslovaquie détient une position de toute première importance. Sa situation géographique avantageuse aux confins de l'Europe occidentale, son économie diverse et très développée, son commerce extérieur étendu, ses cadres politiques, scientifiques, techniques et culturels nombreux et ingénieux, l'ont comme prédestinée à devenir un instrument précieux et efficace de la grande stratégie soviétique. En fait, la Tchécoslovaquie est le seul des pays satellites qui soit en état d'aider l'U. R. S. S. dans son effort pour prouver la supériorité du système communiste dans la compétition pacifique avec le monde « capitaliste ».

Les activités du régime de Prague sur le plan international, soit dans les domaines politique et économique, soit dans la lutte idéologique qui les accompagne, méritent une attention spéciale. Elles peuvent être sommairement groupées en deux grandes catégories : les activités purement politiques dirigées essentiellement vers les pays d'Europe occidentale, et les activités d'ordre économique et idéologique orientées surtout vers les pays sous-développés d'Asie et d'Afrique, et plus spécialement vers le Proche-Orient.

2. La première catégorie est caractérisée surtout par l'aide, directe et indirecte, fournie par Prague aux partis communistes des pays d'Europe occidentale et à leur politique, sous forme d'intervention dans leur politique intérieure. Par exemple : les émissions de Radio-Prague en langue italienne (station « La voix de la Paix ») lors des élections générales parlementaires en Italie en mai 1957, qui soutenaient ouvertement le parti communiste, à tel point que le Gouvernement italien s'est vu obligé de protester officiellement par la voie diplomatique; ou encore la propagande déchaînée lancée par la presse et la radio de Prague lors de la crise gouvernementale en France en mai 1958.

A chaque occasion qu'elle juge propice, Prague se fait aussi l'avocat d'un ralliement des forces socialistes de gauche contre les forces « réactionnaires », comme le témoignent les lettres adressées, en tant qu'ancien socialiste, par M. Fierlinger (actuellement Président de la Chambre des Députés) aux partis socialistes d'Autriche, d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

3. La seconde catégorie a pour but la pénétration économique des pays sous-développés. Il est certes difficile de savoir où finit l'intérêt purement économique et légitime et où commence la subversion politique camouflée sous des accords commerciaux. Néanmoins, la poussée énergique et soutenue vers ces pays, accompagnée généralement d'accords d'aide technique et scientifique et de coopération culturelle, laisse peu de doute qu'il s'agit là d'une vaste opération dont le but final est la conquête communiste de ces pays. En même temps, la Tchécoslovaquie est leur plus généreux fournisseur d'armes. L'Égypte, la Syrie, l'Irak, le Maroc, la Tunisie, et d'autres, ont obtenu du matériel de guerre tchécoslovaque à des prix souvent très avantageux. Le cas le plus significatif est celui de la Guinée, qui a reçu livraison d'armes tchécoslovaques qu'elle n'avait pas sollicitées. L'arraisonnement du cargo Lidice par la marine française au large du Maroc a mis en lumière un exemple typique des activités du régime communiste.

4. Il est intéressant de noter que la Tchécoslovaquie est la seule des démocraties populaires qui conserve encore la structure constitutionnelle d'une démocratie parlementaire de type occidental.

Le seul changement qui soit survenu récemment concerne l'organisation du parti communiste. A la mort de A. Zapotocky, le poste de Président du parti a été aboli, et c'est désormais le premier secrétaire qui en est le chef suprême. Depuis l'élévation de A. Novotny au poste de premier secrétaire, celui-ci détient aussi la fonction de Président de la République. C'est là encore une autre déviation du système gouvernemental de l'U. R. S. S., où le premier secrétaire du parti exerce aussi la fonction de Président du Conseil.

Outre des institutions d'une démocratie parlementaire dépourvues de tout contenu, le régime conserve encore une autre fiction, celle de la pluralité des partis politiques. Le Gouvernement tchécoslovaque est soi-disant un gouvernement de Front national constitué par cinq partis politiques : le P. C. tchèque, les socialistes tchèques, le parti populaire, le parti progressiste slovaque et le parti slovaque de la liberté. En réalité, le parti communiste seul détient le monopole absolu du pouvoir politique, les trois autres étant de simples figurants et les exécutants dociles de sa politique.

Le maintien de ces deux fictions ? la démocratie parlementaire et la pluralité des partis politiques ? est motivé par le désir de rendre le régime communiste plus attirant et plus acceptable pour les pays étrangers. On insiste tout particulièrement sur la thèse d'une transition lente et sans violence à la dictature du prolétariat, qui avait été développée lors du xxe Congrès du parti communiste de l'U. R. S. S. Pour appuyer cette thèse et en prouver la validité dans les conditions actuelles du communisme en t a n t que système mondial, la Tchécoslovaquie est souvent donnée en exemple.

Politique intérieure

5. La caractéristique de la situation j intérieure de ces derniers mois est le retour à un j terrorisme policier qui rappelle celui de l'ère ? stalinienne. Cette véritable campagne d'intimidation et de persécution a été inaugurée par le ministre de l'Intérieur Barak aussitôt après la répression de la révolution hongroise. Le ministre avait annoncé que la police venait de découvrir 7.000 cas, qualifiés de « crimes économiques », commis par des « anciens industriels, propriétaires terriens et grands commerçants ». Depuis, de nombreux procès ont eu lieu, et la campagne est loin d'être achevée. Bien que dirigée surtout contre les « gens du passé », les koulaks et les religieux, elle vise aussi les « révisionnistes », les « spéculateurs » et les « voleurs de la propriété socialiste », sans distinction de classe. La raison de cette nouvelle vague de persécution semble être le mécontentement général provoqué par les réformes d'ordre économique, introduites par le régime au cours des douze derniers mois. A ce propos, il faut mentionner la vaste campagne antireligieuse et la propagande athée actuellement menées dans le cadre de la « révolution culturelle » et une nouvelle réforme scolaire, organisant le travail manuel sous prétexte de resserrer les rapports entre l'école et la vie.

6. La première de ces mesures a été la réorganisation de la gestion des entreprises industrielles, commencée en avril 1958. Suivant l'exemple de l'U. R. S. S., le régime a effectué une certaine décentralisation et débureaucratisation de l'industrie. Un des résultat s fâcheux de cette mesure a été le renvoi de plusieurs dizaines de milliers d'employés de l'administration économique, parmi lesquels on comptait un grand nombre de serviteurs loyaux du régime.

7. En janvier 1959, le régime a entrepris une réforme radicale du système des salaires et des normes du travail. Cette mesure touche de près les intérêts des ouvriers. Malgré les assurances du régime que l'effet final de la réforme serait une augmentation du volume total du fonds des salaires, les ouvriers ont compris que cette augmentation dépendait de leur rendement. Pour garder son salaire actuel, chaque ouvrier devra désormais travailler plus. Le régime veut en effet obtenir « une productivité du travail plus élevée pour un coût réduit ». Le nouveau système des salaires doit être progressivement introduit dans toutes les entreprises industrielles au cours de l'année 1960; mais il se heurte à l'opposition des ouvriers et même à celle des directions des entreprises, et par suite son application est en retard sur le plan.

8. La dernière réforme touche les agriculteurs. En mai 1959, le régime annonçait l'imposition d'un prix unique pour les produits agricoles. Auparavant l'Etat s'emparait de la production agricole en combinant deux méthodes : les livraisons obligatoires et « l'achat ». Le volume des livraisons obligatoires était fixé par le plan et chaque entreprise devait fournir son contingent de produits. S'il y avait de l'excédent, l'Etat l'achetait. Mais les prix étaient fort différents, celui de l'achat était de 2 à 2,5 fois plus élevé que le prix fixé pour les livraisons obligatoires. Ainsi les fermes collectives excédentaires obtenaient des revenus supérieurs à ceux des fermes moins bien situées. De plus, les kolkhoziens individuels tiraient profit des produits de leurs lopins privés en les vendant à des prix supérieurs. Jusqu'ici le régime n'a pas annoncé quel sera ce « prix unique ». Mais puisque cette réforme vise également à obtenir une « production plus élevée et moins coûteuse », elle provoque déjà le mécontentement des agriculteurs.

9. Le secteur industriel de l'économie nationale a remporté d'indéniables succès. Le plan quinquennal courant (1956-1960) sera en toute probabilité réalisé sinon dépassé comme l'étaient les plans précédents. Le régime annonce déjà une nouvelle expansion économique, qui suivra les directives établies pour le troisième plan quinquennal (1961-1965). Ce plan prévoit une augmentation du volume total de la production de 90 à 95 % par rapport à 1957, soit une augmentation annuelle de 8,4 à 8,7 %. A l'exception de l'Allemagne de l'Ouest, aucun des pays occidentaux n'a encore atteint un rythme de production aussi rapide. (Aux États-Unis, l'augmentation moyenne est de 3,7 %, au Royaume-Uni de 4,1 %, en France de 6,6 %.) L'expérience des années précédentes prouve que les buts du troisième plan quinquennal sont parfaitement réalisables. Seules des difficultés imprévues pourraient les entraver.

Pour les produits de base, la situation est la suivante :

Le charbon : La production de 1958 a été de 6.136 kg par habitant, et dépasse déjà le niveau des pays les plus développés.

L'énergie électrique : La production a atteint 1.457 kWh par habitant en 1958; elle Comdépasse ainsi la production française et rejoint presque la production belge. A la fin de 1965, elle devrait atteindre 2.670 kwh, et dépasser dès lors le niveau actuel de toutes les puissances occidentales, exception faite des Etats- Unis.

L'acier : La production actuelle de 409 kg par habitant égale celle de presque tous les producteurs occidentaux importants à l'exception de la Belgique. A la fin de 1965, elle doit atteindre 650 à 684 kg par habitant, dépasser la production de la Grande-Bretagne et être presque égale à celle des Etats-Unis. L'avance de la Belgique serait réduite de 80 % à 45-37 %.

Le ciment : La production actuelle de 305 kg par habitant égale à peu près celle de la France et atteint presque celle des Etats-Unis, dépassant de loin la production britannique. En 1965, elle devrait atteindre 494 kg par habitant, dépassant ainsi presque de la moitié de production anticipée des Etats-Unis (330 kg) et presque du double la production britannique (260 kg). L'avance de la Belgique qui était de 91 % en 1957 serait réduite à 25 % en 1965.

L'industrie chimique : Elle sera développée au cours du troisième plan quinquennal afin de prendre place parmi les secteurs les plus avancés de l'industrie tchécoslovaque. En particulier, la production des matières plastiques et des fils artificiels doit dépasser la production actuelle des pays occidentaux.

10. L'agriculture reste par contre le point faible. A l'heure actuelle 62 à 65 % des terres cultivables ont été collectivisées, mais l'ensemble du secteur dit « socialiste » (exploitation collective et fermes d'Etat) couvre désormais 86 % des terres cultivables. La production reste stationnaire malgré les efforts considérables déployés depuis 1956. Les importations de produits alimentaires pèsent lourdement sur l'économie tout entière, et elle est la cause principale de la crise des devises étrangères. En 1957 (dernière statistique publiée), ces importations se chiffraient à 2,3 milliards de couronnes et dépassaient ainsi les exportations de produits industriels de consommation (1,6 milliard). Le régime ne cache pas que cet état de choses ne peut continuer longtemps sans causer de graves perturbations dans la vie économique du pays. Et c'est pourquoi il recherche le moyen d'augmenter la production agricole et d'en réduire le prix.

11. Le commerce extérieur : La Tchécoslovaquie était autrefois le pays exportateur par oriexcellence. Les communistes ont délibérément arrêté le commerce traditionnel avec les marchés mondiaux et orienté les échanges vers les pays du bloc socialiste dont la participation actuelle dans le volume total a dépassé 70 %. De 1948 à 1958, le volume total a doublé et atteint un chiffre d'affaires de 20 milliards de couronnes. Depuis 1953, la Tchécoslovaquie essaie avant tout de pénétrer dans les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie. Le Proche- Orient est son objectif particulier : le volume du commerce a presque triplé depuis 1953.

Le développement le plus récent est la réorientation partielle du commerce vers les pays occidentaux. Elle est dictée par la nécessité d'y acheter certains produits ou matières premières indispensables à la réussite des plans ambitieux. La pénurie des devises étrangères oblige à vendre à tout prix pour obtenir les moyens de paiement nécessaires.

Relations internationales

12. La Tchécoslovaquie communiste n'a pas de politique étrangère. Ses déclarations de principes, de même que ses actions concrètes, ne sont que des paraphrases ou répétitions du point de vue de Moscou. Et c'est par là que la diplomatie tchécoslovaque, secondée par une machine de propagande efficace, est un instrument utile pour la dissémination des idées du Kremlin. Et Prague excelle dans ce rôle. Elle est actuellement engagée dans une violente campagne contre l'Allemagne de l'Ouest à qui elle reproche son esprit de vengeance et sa re-nazification.

La note diplomatique, adressée à l'occasion du 20e anniversaire de l'occupation des pays tchèques par les troupes nazies à tous les gouvernements qui ont été en guerre avec l'Allemagne hitlérienne, était un acte d'accusation contre la République Fédérale plutôt qu'une note diplomatique. Cette campagne est d'ailleurs surtout destinée à la consommation interne. Le régime a tout intérêt à raviver le spectre d'un danger allemand pour l'existence de la Tchécoslovaquie.

De même, la campagne contre la Yougoslavie sert de prétexte à une lutte contre le révisionnisme qui s'est dangereusement répandu, même parmi les communistes convaincus ? et, en particulier, les intellectuels.

13. Prague est le siège de plusieurs organisations internationales qui servent d'instruments à la propagation des idées communistes dans différents milieux. Originellement, ces organisations avaient été créées avec la participation des pays occidentaux durant la période de coopération qui a suivi la fin de la guerre. Maintenant elles sont entièrement communistes. Les plus importantes sont : l'Organisation mondiale des Journalistes, l'Union internationale des Etudiants, et la Fédération syndicale mondiale.

14. La Tchécoslovaquie fait depuis peu de grands efforts pour attirer les touristes étrangers. C'est une façon d'acquérir des devises. Par contre, elle ne permet que rarement les voyages dans les pays dits capitalistes. Le régime accepte entièrement ce tourisme à sens unique. En voici les chiffres :

Touristes occidentaux en Tchécoslovaquie

1955: 2.749

1956 : 11.822

1957 : 28.528

1958 : 24.922

Touristes tchécoslovaques dans les pays capitalistes jusqu'en 1955 : néant.

1956 : 1.174

? 1957 : 2.791

? 1958 : 6.033

Conclusion

La Tchécoslovaquie avance rapidement sur la voie du communisme. Ce développement a été facilité par la structure économique et sociale qu'avait le pays avant le coup d'Etat communiste de 1948. Le niveau de vie y est relativement et absolument le plus élevé de tous les pays communistes. Les grandes ressources humaines et matérielles de ce pays permettent au régime de servir efficacement les buts du communisme mondial par l'aide accordée aux autres membres moins développés du camp communiste, ainsi qu'aux pays sous-développés en dehors de ce camp. Cette aide diminue considérablement le niveau de vie de la population qui, autrement, aurait atteint celui des pays occidentaux. La résistance passive est toujours considérable chez les paysans; la classe ouvrière est la plus favorisée et jouit de nombreux avantages. Néanmoins, les récentes mesures économiques ont provoqué une assez vive réaction. Les mesures oppressives appliquées par le régime approfondissent le fossé qui le sépare du peuple. Le communisme n'a pas conquis les esprits ni la majorité de la population. Il est la cause d'une démoralisation générale qui se manifeste par un matérialisme servile. Derrière une façade calme en apparence, de sérieuses tensions persistent qui se sont assez fortement accrues ces derniers mois.

4. La situation actuelle, en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie - (Rapporteur : M. KIRK)

Introduction

1. En comparaison de l'intérêt qu'il manifeste pour tout ce qui touche à la Hongrie et à la Pologne, le monde occidental n'a pas accordé aux trois pays balkaniques satellites de l'Union Soviétique l'attention qu'ils auraient méritée au cours des dernières années. Pourtant, ces pays constituent une pièce importante du dispositif communiste, tant économique que stratégique. Les forces et les installations militaires, notamment les bases de sous-marins que l'U. R. S. S. possède en Albanie, menacent par exemple tout le flanc méridional de l'O. T. A. N., tandis que les ressources économiques des deux autres pays, peu considérables lorsque l'Union Soviétique s'en est emparée, sont actuellement mises en valeur à un rythme rapide, souvent aux dépens de la liberté individuelle et, en Roumanie en tout cas, aux dépens de l'efficacité dans le domaine agricole qui a toujours été, pour ce pays comme pour les deux autres, la ressource traditionnelle.

2. Bien qu'ils soient géographiquement fort proches les uns des autres, les trois pays diffèrent considérablement à maints égards, notamment quant au degré de collectivisation. C'est ainsi que la Bulgarie paraît être beaucoup plus avancée dans la voie du communisme que les deux autres pays, pour des raisons d'ailleurs différentes dans chaque cas. En Roumanie, la lenteur des progrès semble devoir être attribuée notamment à l'incurie, alors qu'elle résulte incontestablement en Albanie du relief montagneux qui a toujours rendu extrêmement difficile pour le Gouvernement albanais, quel qu'il soit, de contrôler étroitement l'ensemble du pays. Les progrès pourtant réalisés en Albanie dans la voie du communisme témoignent de l'énergie du chef communiste Enver Hoxha, bien qu'il ne faille pas oublier l'aide considérable que lui a fournie l'Union Soviétique.

3. Les trois pays tiennent, sur deux plans, un rôle essentiel dans la politique étrangère du Kremlin. Tout d'abord, ils sont à l'avant-garde de la campagne dirigée contre la Yougoslavie de Tito et il semble même qu'ils soient allés jadis parfois, dans ce domaine, plus loin que ne l'auraient voulu les maîtres du Kremlin. Ils ont aussi participé directement aux efforts qui ont été déployés sans le moindre succès jusqu'à présent pour détacher la Grèce et la Turquie de l'alliance atlantique. Dans ces deux cas, ils se sont acquittés de la tâche qui leur avait été assignée avec un zèle prodigieux. C'est Radio Tirana qui a lancé les attaques les plus violentes contre Tito, et c'est M. Chivu Stoica, Premier Ministre de Roumanie, qui a été le promoteur de l'idée d'un pacte balkanique groupant les trois pays satellites, la Grèce et la Turquie. Il est significatif que, malgré l'échec total de cette première tentative, la question ait été évoquée à nouveau à l'occasion du séjour de M. Khrouchtchev en Albanie. Il faut signaler aussi le curieux incident du voyage à Athènes de M. Boris Taskov, ministre du Commerce de Bulgarie, qui a cherché à conclure un accord commercial avec la Grèce. Le fait qu'il en soit revenu les mains totalement vides semble avoir été le motif principal de sa disgrâce et de son éviction.

4. Malgré la similitude de leurs politiques extérieures, les trois pays présentent des différences internes très sensibles. C'est pourquoi, après avoir indiqué la tendance générale, il convient peut-être maintenant de les envisager séparément.

Roumanie

5. La Roumanie semble être le moins efficace des pays satellites de l'U. R. S. S. Alors que les communistes ont disposé de quatorze ans pour imposer leur volonté, le pays demeure un foyer de corruption et d'activités contre le régime, ce qui est remarquable même pour un pays dans cette situation. Le pouvoir est apparemment toujours concentré entre les mains de M. Gheorghe Gheorghiu-Dej, Premier Secrétaire du parti, l'un des dirigeants communistes les plus durs de l'Europe orientale. Malgré les rumeurs persistantes concernant sa disgrâce prochaine qui circulent depuis six mois dans les pays occidentaux et qui se fondent sur son incapacité à contenir la situation interne, il demeure en fonction. Peut-être cela s'explique-t-il en grande partie par la difficulté de son remplacement. Lorsque les communistes ont pris le pouvoir en Roumanie en 1945, ils représentaient le parti communiste le plus faible de l'Europe. S'il n'existe pas de notochiffres exacts, le parti étant naturellement illégal avant la guerre, on estime cependant qu'à la fin de la guerre le parti ne totalisait pas plus de mille membres pour une population d'environ 16 millions d'habitants.

6. Après la guerre, à la faveur de l'occupation soviétique, les effectifs du parti ont naturellement augmenté très rapidement pour atteindre le million en 1952. A cette date, l'appareil du parti a fait l'objet d'une purge rigoureuse : on avait constaté en effet que, dans son développement trop rapide, le parti avait accepté une foule d'indésirables, parmi lesquels beaucoup d'anciens fascistes. D'autre part, des membres plus jeunes avaient été recrutés en raison de leurs compétences administratives plutôt que de la pureté de leur idéologie, ce qui avait également suscité des difficultés. Lors du Congrès de décembre 1955, le parti comptait un peu moins de 600.000 membres et 60.000 candidats, soit moins que lors du Congrès de 1948. De 1948 à 1952, le parti n'avait pratiquement recruté aucun membre et la purge avait considérablement réduit ses effectifs. A l'heure actuelle, il compte sans doute quelque 800.000 membres, en majeure partie recrutés hâtivement entre 1946 et 1948 et absolument inadaptés à leur tâche.

7. Malgré le gonflement des effectifs, il subsiste une grave pénurie de cadres qualifiés pour exécuter les directives du parti et le Kremlin a dû se débrouiller. C'est ainsi qu'il a été amené à agir d'une façon qu'il cherche généralement à éviter, c'est-à-dire à envoyer en Roumanie des ressortissants soviétiques, à les faire passer pour des Roumains et à leur confier des postes importants. S'il est naturellement difficile de connaître les détails exacts, certains cas sont notoires. C'est ainsi que le ministre de la Santé publique, M. Voinea Marinescu, est en fait un Russe sans parenté roumaine dont le nom véritable est Marinov. Le ministre adjoint du Commerce extérieur, M. Ion Vidrascu, est en fait M. Vanea Videnko, ancien agent de la section de contre-espionnage du M. V. D. de Moscou.

8. Il ne faut pas confondre cette méthode avec la pratique, beaucoup plus courante, qui consiste à ramener dans un pays des nationaux de ce pays qui s'étaient réfugiés en Union Soviétique à une certaine époque de leur vie et qui y avaient été naturalisés. Ce cas a été fréquent dans tous les pays satellites, l'un des plus notoires étant celui d'Anna Pauker, qui n'a même pas cru devoir reprendre la nationalité roumaine alors qu'elle était ministre des Affaires Étrangères de Roumanie. Il s'agit cette fois d'importer des Soviétiques d'origine et de les faire passer pour des Roumains. La Roumanie semble être le seul pays satellite victime de cette méthode qui témoigne de la pénurie de communistes compétents dans la République Populaire de Roumanie.

Les juifs

9. L'événement le plus marquant de la politique intérieure et étrangère de la Roumanie a été, ces derniers mois, le traitement qui a été réservé aux juifs vivant en Roumanie. La Roumanie a toujours eu une large communauté juive dont on ne connaît pas exactement l'importance. Le Gouvernement roumain parle de quelque 150.000 juifs, mais les milieux occidentaux croient que leur nombre ne peut être inférieur à un demi-million. Nombre de ces juifs avaient déjà exprimé le désir d'aller vivre en Israël, mais leur départ avait toujours été interdit. L'année dernière, à la fin de l'été, le Gouvernement s'est mis, subitement, à délivrer des visas de sortie aux juifs désireux de se rendre en Israël par Vienne. Tout juif désireux d'émigrer devait s'inscrire sur une liste de demandes de visa et, avant même que le visa lui fût délivré, quitter son emploi, verser un droit de visa très important et abandonner tous ses biens personnels, sauf ses effets indispensables, sans indemnité.

10. Il pouvait ainsi s'écouler un long délai pendant lequel l'intéressé n'avait aucun moyen de subsistance. Quelque 15.000 juifs ont ainsi reçu un visa de sortie et le monde arabe s'en est vivement alarmé. Le Caire a exprimé ouvertement la crainte que tous les juifs d'Europe orientale et d'Union Soviétique ne soient admis à émigrer, ce qui aurait provoqué en Israël un excédent de population qui l'aurait obligé à pratiquer une politique expansionniste destinée à établir ces nouveaux citoyens israéliens sur de nouvelles terres. A la suite de ces protestations ou pour d'autres motifs de caractère intérieur, l'émigration juive a subitement cessé. A la date où les derniers visas ont été délivrés, c'est-à-dire en février dernier, quelque 50.000 juifs demeuraient inscrits sur la liste d'attente, ayant vraisemblablement rempli les conditions exposées ci-dessus. Il est à présumer qu'ils se trouvent donc actuellement sans ressources et leur sort est extrêmement inquiétant.

Politique intérieure

11. Les excès de la corruption, que les communistes ne sont nullement parvenus à réduire, ont conduit le régime à mettre en vigueur, au milieu de l'année dernière, un nouveau code pénal. Il s'agit de l'un des codes les plus sévères qui aient jamais été appliqués dans aucun pays. Il prévoit la peine de mort pour toutes sortes de crimes, dont le principal est le vol de biens publics. Parmi les autres crimes passibles de la peine de mort, il faut citer le curieux délit de propagande en faveur de la neutralité. Ce ne peut être qu'une conséquence de la révolution hongroise et cela permet de se faire une idée du retentissement que cet événement a dû avoir dans le peuple roumain.

12. Bien qu'il ait été appliqué avec la plus grande sévérité, le nouveau code pénal ne semble pas avoir produit l'effet escompté. La presse roumaine rend compte de quantité de vols de biens publics ou de détournements de fonds publics ; on ne connaît pas le nombre exact des condamnations à la peine capitale qui ont été prononcées et exécutées pour de tels crimes, mais il doit maintenant dépasser le millier. Il faut cependant formuler une réserve à ce sujet. Le régime semble s'être aperçu qu'il était de bonne politique d'accuser de ces crimes quiconque est politiquement indésirable plutôt que de faire état des « crimes » véritables dont il peut s'être rendu « coupable », par exemple de tentative de renversement du régime. Ainsi, le nombre de ceux qui se sont rendus effectivement coupables de vol ou de détournement de biens publics est certainement sensiblement inférieur à celui qu'indiquent les communistes, tandis que le nombre des opposants actifs au régime doit être beaucoup plus considérable.

13. Tout semble indiquer que le général Ivan Serov, limogé de la direction de la police secrète soviétique, a été détaché auprès du Gouvernement roumain pour l'aider à mettre en oeuvre cette politique. On ne sait si son contrôle s'étend à toute la Roumanie, mais il semble disposer d'une assez grande liberté d'action sur ce plan de la sécurité intérieure qui, à l'heure actuelle, revêt une importance primordiale. Sa présence peut être destinée à compenser le retrait des troupes soviétiques de Roumanie qui a été annoncé par le Kremlin en mai dernier. Cependant, de nombreux observateurs doutent de la réalité du retrait des troupes soviétiques ou d'une partie importante de ces troupes. Bien que d'importants effectifs soient rentrés en U. R. S. S., d'autres semblent avoir été simplement déplacés d'un endroit à l'autre de la Roumanie. Les effectifs retirés semblent d'ailleurs avoir été stationnés immédiatement de l'autre côté de la frontière dans la République Socialiste Soviétique de Moldavie et dans l'ancienne province roumaine de Bessarabie; en cas de soulèvement important en Roumanie, ils pourraient intervenir très rapidement.

Politique étrangère

14. Pour autant que la Roumanie possède une politique étrangère distincte de celle du Kremlin, elle a été visiblement choisie pour mener la campagne de « réconciliation » du camp communiste avec la Grèce. On ne peut que se perdre en conjectures sur les raisons de ce choix, les relations entre les deux pays n'ayant jamais été particulièrement étroites avant la guerre. Il y a dix-huit mois, M. Chivu Stoïca a lancé son appel en faveur d'un pacte balkanique et, depuis lors, Bucarest fait à Athènes une cour assidue, sans grand résultat d'ailleurs.

Le cours de cette campagne de grand style s'est d'ailleurs trouvé quelque peu entravé par les reproches de « persécution des démocrates grecs » dont le Gouvernement hellénique a été soudain assailli à la suite de l'emprisonnement du chef communiste grec Manolis Glesos.

15.. Des ouvertures ont été faites aussi du côté de la Turquie en vue, là aussi, d'une sorte de « réconciliation », mais ces efforts ont eu moins de succès encore qu'en Grèce. Certains renseignements d'ordre purement technique font l'objet d'échanges, mais les rapports entre les deux pays demeurent froids.

16. La Roumanie a aussi participé à la campagne contre Tito, mais elle en a surtout laissé l'initiative à la Bulgarie et à l'Albanie. Cette- campagne porte surtout, à l'heure actuelle, sur des revendications territoriales, et il faudrait vraiment un puissant effort d'imagination pour trouver à la Roumanie des revendications territoriales envers la Yougoslavie.

Économie

17. Il est difficile de recueillir des informations précises sur l'état de l'économie roumaine, les statistiques officielles étant extrêmement suspectes et paraissant d'ailleurs avec tant de retard qu'elles n'offrent guère d'intérêt.

A l'intérieur du bloc communiste, la Roumanie semble avoir maintenant pour fonction essentielle, outre son rôle traditionnel de fournisseur de produits et de matériel pétroliers, de fournir de l'énergie et du matériel électrique. Au cours de l'année 1958, trois grands projets énergétiques comportant une importante centrale hydraulique et deux réseaux de distribution ont été achevés, et les résultats ont été apparemment tels que le COMECON a décidé, au cours de la récente session qu'il a tenue en mai à Tirana, que la Roumanie se consacrerait essentiellement à construire des centrales énergétiques pour fournir de l'énergie aux autres pays du bloc, et tout d'abord à la Tchécoslovaquie. Ces centrales, dont le nombre et les caractéristiques n'ont pas encore été révélés, seront édifiées avec l'aide de la Tchécoslovaquie.

18. Les essais de distribution du gaz naturel provenant des terrains pétrolifères de Transylvanie ne semblent pas avoir eu le même succès. En tout cas, deux projets de distribution de gaz naturel en Crimée et en Hongrie ne figuraient plus à l'ordre du jour de la réunion du COMECON. On ne sait guère non plus où en est le projet, déjà assez ancien, de prolongement dans d'autres pays satellites et en Union Soviétique du réseau de pipe-line du pétrole roumain. On s'efforce également de créer une industrie de la cellulose avec l'aide de la Tchécoslovaquie; il faut noter à ce sujet que le nouvel ambassadeur roumain en Tchécoslovaquie, Mihail Haseganu, est un économiste, spécialiste de la planification, n'ayant aucune connaissance de la diplomatie. Sa nomination a sans doute pour objet de renforcer les liens économiques entre les deux pays.

19. Dans le domaine de l'agriculture, la collectivisation se poursuit aussi rapidement que possible, mais la Roumanie demeure en retard sur tous les autres pays satellites, sauf la Pologne. Selon les renseignements officiels, 55 % des terres cultivables du pays avaient été collectivisées à la fin de l'année dernière. Ce chiffre ne représente qu'un accroissement de 5 % sur l'année précédente. La forme exacte de cette collectivisation ne ressort pas non plus. En fait, il se peut que la superficie totale des terres effectivement collectivisées, au sens soviétique du terme, n'atteigne que 5,5 % de l'ensemble. Les autres terres prétendument collectivisées font en réalité l'objet d'une sorte d'association agricole fort peu étroite où subsiste un important élément de propriété privée. Quoi qu'il en soit, bien que la Roumanie demeure un pays essentiellement agricole où 12 millions de personnes (68,7 % de la population) travaillent encore dans l'agriculture, elle ne peut encore compter infailliblement sur de bonnes récoltes. La moisson de l'an dernier a été très mauvaise : 7 millions de tonnes de céréales contre 11 millions en 1957.

20. Enfin, il convient de mentionner que l'action dans le domaine culturel n'a rien perdu de sa vigueur. Les écrivains roumains, qui manifestent une vive effervescence depuis le soulèvement hongrois, semblent causer encore beaucoup de difficultés au Gouvernement. Des publications que le régime considère comme « subversives » parviennent encore à paraître, bien qu'il devienne plus difficile de publier quoi que ce soit qui ne soit pas revêtu de l'imprimatur du régime. Cependant, malgré ses efforts, l'Union des Écrivains roumains n'a pu contraindre certains des principaux écrivains roumains à publier ce qu'ils ne veulent pas écrire; elle est néanmoins parvenue à les empêcher de publier presque tout ce qu'ils auraient voulu exprimer. La persécution des écrivains opposants paraît pourtant étonnamment modérée si on la compare à la sévérité de l'action communiste en général dans l'ensemble du pays, et elle est certainement moins violente qu'elle ne l'a été dans d'autres pays satellites, notamment en Hongrie.

Bulgarie

21. Il est assez curieux de constater que la Bulgarie semble être plus royaliste que le roi. Le Gouvernement bulgare prend avec enthousiasme des mesures que l'Union Soviétique n'a pas encore prises et, à maints égards, le parti communiste bulgare, que son Premier Secrétaire, Todor Jivkov, paraît tenir maintenant bien en main, semble prendre pour modèle Pékin plutôt que Moscou. C'est ce qui apparaît non seulement du domaine agricole où l'évolution est particulièrement marquée, mais aussi d'indices moins évidents. La Bulgarie a été le premier pays ? suivi de près par l'Albanie ? à enseigner officiellement à titre de doctrine officielle que les cadres du parti doivent, à l'exemple des Chinois, accomplir chaque année un mois de travail manuel. Certes, cette expérience n'a pas été poussée aussi loin qu'en Albanie où les journaux ont tout à coup publié quantité d'articles de médecins éminents prônant la valeur thérapeutique du travail de force et les bienfaits que l'on peut en tirer, notamment pour le foie et la digestion, puis, peu après, d'autres articles de fonctionnaires grisonnants proclamant à la face du monde l'amélioration de leur santé à la suite d'un mois de travaux de terrassement. On ne sait pas non plus exactement les modalités d'application de ce principe, mais il est frappant que la Bulgarie ait voulu ainsi suivre l'exemple chinois comme sur le plan agricole.

22. Cependant, la Bulgarie a toujours été parmi les pays les plus « avancés » du point de vue communiste, puisqu'elle a achevé sa collectivisation longtemps avant tout autre pays satellite et qu'elle progresse plus rapidement dans la voie du communisme. Il n'est donc guère surprenant que l'évolution du régime chinois dans les derniers mois de l'année dernière ait intéressé les dirigeants bulgares qui, toutefois, ont pris bien soin de ne pas indisposer M. Khrouchchev en suggérant que la Chine prenait la tête dans la mise en oeuvre du communisme par le mouvement des communes. Le terme même de « commune » a été rigoureusement écarté de tous les textes relatifs au plan agricole bulgare.

Politique étrangère

23. La Bulgarie a pris une part modeste dans les efforts déployés pour séduire la Grèce et la Turquie et elle s'est surtout occupée du premier de ces pays. M. Boris Taskov, ministre du Commerce Extérieur de la Bulgarie, a été envoyé à Athènes en février pour tenter de négocier un traité de commerce avec le Gouvernement hellénique. Ses efforts ont été totalement vains et il est revenu à Sofia les mains vides. Peu après, il était brusquement congédié pour incapacité. (Ce n'est peut-être pas là la seule raison de sa disgrâce. Quelques mois après l'avoir destitué, le Gouvernement et le parti ont commencé à accuser Taskov d'opposition aux propositions de Jivkov tendant à réaliser le plan quinquennal en trois ou quatre ans, et l'on a même prétendu qu'il aurait été à la tête d'un assez fort mouvement d'opposition au sein du parti. Il est étrange toutefois que cette thèse ait été avancée si longtemps après la disgrâce de Taskov.) Néanmoins, sans se laisser décourager par cet échec, le Gouvernement bulgare a continué à prodiguer des paroles encourageantes à l'adresse de la Grèce. Pour tant la Bulgarie s'est jointe au chœur des protestations qui ont assailli le Gouvernement hellénique à la suite de l'emprisonnement de Manolis Glesos.

24. Toutefois, dans le domaine extérieur, la Bulgarie a porté l'essentiel de son effort contre la Yougoslavie. Malgré la « réconciliation » intervenue entre Belgrade et Sofia il y a quatre ans, les rapports des deux pays n'ont jamais été plus mauvais et la Bulgarie a remis sur le tapis la question de la Macédoine. Celle-ci est une source permanente de conflits depuis de longues années, bien avant l'avènement du communisme dans ces pays, mais le Gouvernement bulgare en a maintenant fait le cheval de bataille de sa propagande et il ne se passe guère de jour que Radio Sofia ou la presse bulgare ne fasse état de quelque horrible histoire sur les souffrances endurées par les populations de la Macédoine yougoslave. Cette propagande correspond incontestablement aux aspirations de certains milieux populaires bulgares et elle atteint donc le double but de leur donner satisfaction et de poursuivre la polémique contre la Yougoslavie hérétique.

Politique intérieure

25. Le 20 janvier 1959 ont été publiées les « thèses » de Todor Jivkov. Ces « thèses », qui figuraient dans un rapport de Jivkov au Comité central du parti communiste bulgare, constituent l'esquisse du programme de travail que se fixe la Bulgarie pour les prochaines années. Simultanément, d'autres changements importants ont été annoncés dans toute l'organisation administrative et économique du pays.

26. L'administration locale a été complètement réorganisée. Le pays a été divisé en trente régions et il n'existe plus d'autre subdivision administrative (jusqu'à présent, il y avait 13 régions regroupant 117 districts). Ce système permet naturellement un contrôle plus étroit des activités de tous les Bulgares ? et t o u t particulièrement des membres du parti ? quel que soit l'échelon où ils se trouvent. Le gouvernement central a été réorganisé selon le modèle soviétique par la suppression des ministères économiques et leur remplacement par des commissions qui semblent correspondre assez exactement aux conseils économiques

de M. Khrouchtchev. Le plan statistique a été entièrement remanié, de sorte qu'il sera dorénavant extrêmement difficile de se faire une idée des résultats ou des projets à long terme de la Bulgarie sans un travail extrêmement compliqué.

27. De même, le système d'enseignement fait l'objet d'un remaniement selon le système soviétique. En principe, la durée de l'obligation scolaire est prolongée de huit à dix ans, mais, dans les cinq dernières années, l'enseignement secondaire sera combiné avec la formation professionnelle, ce qui signifie qu'une grande partie du temps consacré à l'étude dans les autres pays sera employée en Bulgarie à des travaux de caractère industriel. La science sera liée entièrement à la science soviétique et les travaux scientifiques qui ne sont pas susceptibles de servir à l'accroissement de la production ou à la réalisation du communisme seront abandonnés, même s'ils sont déjà en cours d'exécution.

Agriculture

28. La Bulgarie a continué à progresser dans la voie de la collectivisation totale des terres agricoles. La proportion des terres cultivées maintenant comprises dans le secteur public dépasse nettement 90 %, et il a été créé quelque 3.450 fermes collectives. Il vient d'être décidé que ces fermes collectives seront regroupées en vastes domaines, au nombre de 625 environ, dont le rôle s'étendra bien au-delà de la simple culture des terres. Le régime se préoccupe de l'utilisation des paysans pendant les périodes de chômage saisonnier et envisage un régime s'inspirant des communes populaires de Chine. D'autres secteurs économiques seront collectivisés en même temps que l'agriculture, la vie familiale sera encore réduite par la création de réfectoires, de crèches, d'ouvriers, de dortoirs, etc., et les femmes seront ainsi libérées pour un travail productif.

29. Les stations de tracteurs sont en voie de suppression, à l'exemple de ce qui s'est fait en Union Soviétique, et les nouveaux domaines collectifs posséderont leur propre matériel. Pour gagner les paysans à sa cause, le Gouvernement a supprimé les livraisons obligatoires de denrées agricoles de même que le régime du double prix selon lequel le paysan était tenu de vendre ses denrées à l'Etat à un prix sensiblement inférieur à celui qu'il aurait obtenu sur le marché libre. Dorénavant, il lui sera loisible de vendre ses denrées au prix du marché; il est vrai que, la majeure partie de la vente au détail demeurant entre les mains de l'Etat, les variations de prix ne sont pas susceptibles d'assumer une ampleur considérable. Le Gouvernement espère, par toutes ces mesures, obtenir pour 1965 une augmentation de 300 à 400 % de la production agricole.

Industrie

30. L'industrie conserve un très grand retard sur l'agriculture. En vue d'une plus grande expansion industrielle, le parti communiste a décidé, à titre d'essai, que l'actuel plan quinquennal serait exécuté en trois ou quatre ans, et il a demandé que le rythme soit partout accéléré. Faute de pouvoir se fonder sur les statistiques, il est pratiquement impossible de dire si ce résultat peut être atteint, d'autant moins que tous les accroissements prévus sont évalués sous forme de pourcentages dont la base est bien souvent inconnue. Il semble que la Bulgarie continue à importer d'Union Soviétique la majeure partie de son équipement industriel et que le rôle qui lui a été assigné par le COMECON est essentiellement agricole.

31. La Bulgarie est le pays communiste le plus gravement affecté par le chômage, dont tous les satellites souffrent d'ailleurs peu ou prou. On s'est efforcé d'y remédier en envoyant des « volontaires » travailler dans les terres vierges de Sibérie et en Hongrie. Malgré cela, le chômage demeure chronique, le pays compte à n t 125.000 chômeurs, dont 45.000 dans la seule ville de Sofia.

Albanie

32. Le brusque voyage à Tirana de M. Khrouchtchev, du maréchal Peng Tehhuai, de M. Grotewohl et d'autres personnalités communistes à la fin de mai, peu après la onzième Session du COMECON dans cette même ville, a concentré l'attention sur le plus petit des pays satellites qui, jusqu'alors, gravitait dans l'obscurité. Les Soviétiques ont toujours eu d'excellents motifs pour détourner de l'Albanie l'attention du monde, ce pays étant conçu principalement, dans le dispositif soviétique, comme la grande base militaire méridionale de l'U. R. S. S. Ce rôle est souligné par le développement rapide des ports de Valona et de Durazzo où ont été établies des bases de sous-marins d'où il sera possible de contrôler les routes maritimes de l'Adriatique et de la Méditerranée orientale. L'établissement d'engins balistiques sur le sol albanais affecterait considérablement l'équilibre stratégique dans la zone méditerranéenne et, au cours de sa récente visite, M. Khrouchtchev n'a pas manqué de menacer d'installer de telles bases au cas où la Grèce ou l'Italie autoriserait l'installation d'engins balistiques américains sur son territoire.

33. La primauté de la stratégie et la difficulté qu'il y a à recueillir des informations dignes de foi sur un pays si éloigné ont contribué à nous faire perdre de vue ce qui se passe dans ce pays. Cependant, il a été possible récemment de préciser légèrement l'évolution des choses en Albanie, tant par les voyages à l'étranger -? uniquement d'ailleurs dans les pays du bloc communiste ? d'Enver Hoxha et du Premier Ministre Mehmet Chehu que par la visite en Albanie de M. Khrouchtchev, du maréchal Peng Teh-huai et de M. Grotewohl. Il est peu vraisemblable que ces visites aient revêtu un sens particulier sur le plan interne albanais. L'Albanie est le seul pays satellite que Khrouchtchev n'avait pas encore visité et sa venue, dans ce pays, accompagné du Premier Ministre du Gouvernement fantoche d'Allemagne orientale, le jour même de l'expiration de l'ultimatum relatif à Berlin, visait sans doute à fournir au monde l'assurance que rien ne se passerait le 27 mai. Les motifs de l'arrivée imprévue du maréchal chinois ? sa visite n'avait pas été annoncée ? se comprennent moins aisément, mais il est peu vraisemblable qu'elle ait un rapport quelconque avec les affaires intérieures de l'Albanie.

Politique étrangère

34. Dès l'origine de l'affaire en 1948, l'Albanie s'est trouvée à la tête de la croisade du Kremlin contre le maréchal Tito. Même à l'époque du « rapprochement » qui, de 1955 à 1957, a interrompu la guerre froide entre les deux formes de communisme, les dirigeants albanais n'ont, semble-t-il, abandonné leur campagne qu'avec le plus grand regret. Ils n'ont d'ailleurs pas cessé d'attaquer Tito, alors même que l'atmosphère était officiellement à l'aménité et à la détente entre les deux camps. L'Albanie a été le premier pays à reprendre la campagne antiyougoslave et elle l'a fait avec le plus grand enthousiasme en accablant les Yougoslaves des pires injures. Cet enthousiasme s'explique sans doute par l'hostilité traditionnelle entre les deux pays et en particulier par des contestations de frontières dont l'origine est fort lointaine. Cette question des frontières a repris récemment un caractère aigu et il en est de même du problème de la minorité albanaise, fort nombreuse en territoire yougoslave. | Alors que son existence même n'avait pas été mentionnée depuis treize ans, Radio Tirana a lancé brusquement en automne dernier une très violente campagne au sujet de la persécution de cette minorité et l'a poursuivie depuis sans discontinuer.

35. Tandis que les Yougoslaves sont constamment accusés de jeter en prison d'innocents Albanais convaincus d'espionnage (les tribunaux yougoslaves se sont d'ailleurs montrés étonnamment indulgents), les Albanais se sont beaucoup occupés de leur côté de l'espionnage yougoslave en Albanie. Plusieurs condamnations à la peine de mort ont été prononcées et exécutées, notamment celle d'un prêtre catholique dont on imagine mal qu'il ait pu être convaincu d'espionnage pour le maréchal Tito. Les Albanais sont allés jusqu'à prétendre que les Gouvernements yougoslave et grec envisagent de se partager l'Albanie (la campagne pro-hellénique menée en Roumanie et en Bulgarie n'a guère eu d'échos à Tirana) et le conflit a finalement abouti en mars dernier à une deuxième rupture des relations diplomatiques entre la Yougoslavie et l'Albanie.

Politique intérieure

36. Aucun problème idéologique particulier ne semble s'être posé aux communistes albanais depuis l'exécution des partisans de Tito à la fin de 1949. Sur le plan politique, le régime suit étroitement la ligne tracée par Moscou, bien que sur un point ? le travail des fonctionnaires et des cadres du parti ? ils aient pris exemple sur les Chinois. La préoccupation principale du Gouvernement paraît être de faire procéder aussi rapidement que possible à l'industrialisation qu'appellent les vastes installations militaires, navales et aériennes qui ont été établies dans le pays depuis la fin de la guerre. Cette industrialisation paraît se réaliser à un rythme satisfaisant : selon les statistiques officielles, les prévisions du plan ont été dépassées pour 1958 dans tous les secteurs, à l'exception du pétrole, du charbon et, chose significative pour un pays agricole, de l'alimentation. L'industrie du cuivre et la sidérurgie ont enregistré des résultats exceptionnellement satisfaisants. Les ressources en matières premières sont l'objet d'une exploitation intensive et d'une exportation en Union Soviétique qui fournit à l'Albanie un appréciable excédent commercial. Toutefois, le pays ne fait pratiquement aucun commerce en dehors du bloc communiste et il est le seul pays satellite qui n'ait pas encore sollicité de crédits occidentaux.

Conclusion

37. Ainsi, si l'on n'a enregistré aucun événement particulièrement marquant dans ces pays au cours de la dernière année, tous trois continuent à progresser plus ou moins rapidement dans la voie du communisme. Ce progrès est extrêmement rapide en Bulgarie; il l'est beaucoup moins en Roumanie et, à certains égards du fait de l'importance des problèmes militaires, en Albanie. Il est extrêmement difficile d'évaluer les réactions populaires qu'ont pu susciter les politiques des différents gouvernements, mais il semblerait que la résistance passive au régime demeure assez forte en Roumanie. Aucun gouvernement central n'a jamais pu, en

Albanie, imposer intégralement sa volonté aux populations de ce pays et le Gouvernement d'Enver Hoxha ne semble pas faire exception. S'il est impossible de recueillir beaucoup d'informations précises sur l'attitude du peuple bulgare, il semble extrêmement peu vraisemblable qu'il soit susceptible de dévier sensiblement des normes qui sont celles des deux autres pays balkaniques sous domination soviétique.

5. Quelques aspects de la situation actuelle dans l'Union Soviétique - Mémoire de M. GOEDHART

Remarques préliminaires

1. Plus on est renseigné sur la situation dans l'Union Soviétique, plus on hésite à essayer d'en brosser un tableau véridique, parce qu'il suffit d'être tant soit peu informé pour se rendre compte qu'on ne dispose pas d'assez de sources de renseignements indépendantes pour en donner une image plus ou moins conforme à la réalité digne de foi. L'information officielle, fournie par l'Union Soviétique elle-même, est fondamentalement suspecte. Elle a toujours été caractérisée par le bluff et la déformation tendancieuse et systématique des faits. Voici un exemple récent : la Pravda du 16 décembre 1958 a cité un discours de Khrouchtchev qui accusait Malenkov d'avoir « trahie le parti et le peuple » en déclarant devant un congrès du parti, à la fin de 1952, que la récolte de grain de l'année s'élevait à 8 milliards de pouds alors qu'elle n'était effectivement que de 5,6 milliards. Si cette accusation est fondée, il en découle que Malenkov, qui à cette époque était Premier Ministre dans le Gouvernement soviétique, avait falsifié délibérément les chiffres de la récolte. Le fait que Khrouchtchev l'ait révélé ne peut s'expliquer que par la nécessité où il se trouvait de vouer Malenkov au mépris, non par le désir de dire la vérité sur l'agriculture soviétique. Sa révélation n'en est pas moins instructive car elle démontre une fois de plus que les statistiques soviétiques ont pour but premier de nous faire croire à des allégations que le Kremlin voudrait voir accepter comme des faits précis.

2. Tout comme la falsification et la déformation tendancieuse, la dissimulation constitue également une caractéristique régulière de l'information soviétique. Les faits concernant la production, l'agriculture, etc., qui sont couramment diffusés dans le monde libre, sont tenus secrets dans l'Union Soviétique. Les données les plus simples, que l'on peut trouver dans n'importe quelle publication statistique mensuelle de l'Occident, sont secrets d'Etat en Union Soviétique.

3. La propagande mensongère, la falsification et la déformation des faits, et d'autre part le caractère généralement occasionnel et hasardeux des informations indépendantes que l'on reçoit d'autres sources au sujet de l'Union Soviétique, rendent assez risquée, sinon impossible, la tâche de quiconque tente de donner un tableau de la réalité soviétique. Il nous faut nous fonder dans une large mesure sur des impressions, sur de simples indications, sur des informations sans doute exactes mais fragmentaires.

4. Par bonheur, la clique aux ordres de Khrouchtchev qui domine actuellement au Kremlin essaye de temps à autre, dans la lutte intérieure qu'elle mène pour le pouvoir, d'obtenir quelque soutien de l'opinion publique. C'est pour cette raison que, sur instructions de Khrouchtchev lui-même, le texte d'une grande partie du discours qu'il avait prononcé en février 1956 au XX^e Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique a été remis à l'Ambassade des Etats-Unis à Moscou, ce qui a permis une large diffusion de ce discours soi-disant secret, dans lequel Khrouchtchev avait discrédité Staline et l'ère stalinienne.

5. En décembre 1958, le Kremlin est même allé plus loin : il a publié le procès-verbal d'une conférence du parti qui s'était tenue à Moscou quelques jours auparavant.

6. Plus étonnant encore a été ce qui s'est produit au XXI^e Congrès, à la fin de janvier 1959. Les débats étaient publics et des représentants de la presse du monde libre ont été autorisés à faire un reportage complet de ce qui y a été dit.

7. On peut présumer que cette innovation est la conséquence de l'effort déployé par Khrouchtchev et ses comparses pour obtenir un certain appui de l'opinion publique. C'est la raison pour laquelle ils se voient obligés de donner la publicité à leurs discours et à leurs débats.

La position dominante de Khrouchtchev

8. Le compte rendu de la conférence de décembre 1958 est fort instructif. A la séance d'ouverture, Khrouchtchev présidait; ce furent ensuite Souslov, Aristov, Ignatov et Brejnev. C'est toutefois Khrouchtchev qui, du commencement à la fin, demeura meneur de jeu. Il interrompait pour le moins deux orateurs sur trois. Ces interruptions traduisaient la position maîtresse qu'occupait Khrouchtchev au Comité central et, d'une

manière générale, en tout domaine. Certaines de ses victimes essayaient bien, pendant le débat, de discuter ou de tergiverser, mais dans toutes les questions importantes, quand Khrouchtchev avait tranché, elles s'inclinaient.

9. La confession de Boulganine, avouant qu'il avait été le chef du groupe dit anti-parti, a constitué un autre élément intéressant de cette conférence. Plusieurs orateurs étaient d'avis que Boulganine n'était pas allé assez loin dans sa confession, qu'il devait faire complètement amende honorable et dire toute la vérité sur l'activité subversive du groupe et sur les racines profondes du mouvement qui demeuraient intactes. Le débat donna l'impression qu'un grand procès dans l'ancien style stalinien allait être monté contre Malenkov, Moïotov, Kaganovitch et autres. Cette impression ne fut pas confirmée lors du x x i e Congrès. L'affaire n'eut pas de suites bien définies. Plusieurs attaques furent bien menées contre le groupe anti-parti, mais Khrouchtchev n'en fit pas un point capital.

10. Également intéressante a été l'attitude de Molotov.

Il semble que Molotov et ses associés, qui ne se montraient pas disposés à faire une i confession et à se repentir, n'aient point de ; partisans. Ils ont été battus par Khrouchtchev, i Ils ne représentent plus un danger pour lui ; et il peut se permettre de ne pas les traiter trop durement.

11. Ceci ne veut pas dire que la lutte soit i finie. Le fait que Khrouchtchev, qui est lui- ; même l'initiateur du révisionnisme, se soit cru ! obligé, au XXle Congrès, de revenir à la charge j contre le révisionnisme, suffit à démontrer que la situation demeure équivoque.

Le plan septennal

12. Le discours de Khrouchtchev au x x i e Congrès (janvier 1959) a duré six heures ; c'était un appel qui s'adressait au monde entier. La puissance économique et militaire de l'Union Soviétique, ses réalisations dans le domaine scientifique, combinées avec sa prétendue foi en la coexistence pacifique, ont été mis en valeur pour gagner les esprits, non seulement parmi les peuples soviétiques mais encore dans le monde entier, spécialement dans les pays sous-développés. L'Occident s'est vu défier sur le terrain de la compétition économique pacifique après l'achèvement du plan septennal. Les pays sous-développés (notamment l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie, la R. A. U. et l'Irak) ont reçu la promesse du soutien soviétique et d'une aide économique plus abondante. Aux peuples de l'Union Soviétique, on a promis une réduction des heures de l travail, une nourriture plus abondante et i l'abolition de l'impôt sur le revenu dans l'avenir ². Quant aux peuples de l'Europe centrale l et orientale, il ne leur a rien été offert en matière d'encouragement.

13. Comme d'habitude, Khrouchtchev a fait miroiter de brillantes perspectives économiques. Une fois de plus, il a affirmé qu'il allait dépasser l'Europe et les Etats-Unis. Il a fait ce que les dirigeants soviétiques ont toujours fait depuis 1917 : il a offert à nouveau au peuple russe une belle carotte juteuse ? à la seule condition que ce peuple travaille plus dur.

14. Tout système de production a pour objectif de pourvoir les consommateurs de certains produits. Ceci s'applique aussi bien aux systèmes dits capitalistes du monde libre qu'à celui dit socialiste de l'Union Soviétique. Le ressort psychologique est toutefois très différent d'un système à l'autre. Dans le monde occidental, la production est motivée fortement par l'idée de profit tandis que le bolchevisme produit à des fins de puissance. C'est pourquoi le principe de rentabilité, décisif dans l'économie occidentale, n'importe point dans l'économie soviétique. Le but principal de la politique soviétique est d'augmenter la puissance du Kremlin, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'empire soviétique. Aussi l'économie soviétique est-elle complètement subordonnée à la politique de l'Union, laquelle est au premier chef une politique de puissance. Le fait, pour un pays satellite, d'être économiquement déficitaire et de peser par conséquent sur l'économie

2. L'impôt sur le revenu, tel qu'il fonctionne on Union Soviétique, est extrêmement favorable aux rovonus élevés. C'est un taux idéal pour les millionnaires. Selon le barème, les ouvriers qui touchent moins de 150 roubles par mois sont exonérés. De 150 à 500 roubles, le taux d'imposition progresse de 5 1/2 % à 8 %. Il y a un saut l brusque à 10 % pour les revenus de 500 à 700 roubles. l A partir de cet échelon, la progression s'arrête pratiquei ment au bénéfice des personnes mieux payées. Celles qui ' gagnent de 700 à 1 000 roubles sont imposées à 12 %. ! Pour les revenus supérieurs à 1.000 roubles, l'augmenj tation de l'impôt ne représente qu'une différence de 1 %, l l'impôt est en effet fixé à 13 %. A partir de là, tous les ? employés qui gagnent 1.000 roubles par mois, en commençant par les fonctionnaires du parti et en continuant ; par les ingénieurs, qui gagnent de 5 à 8.000 roubles, les directeurs d'usine, les fonctionnaires d'un grade élevé et les hauts fonctionnaires du parti qui gagnent 10.000, 20.000, 30.000 roubles ou davantage, ceux qui gagnent 50.000, 80.000, 100.000 roubles par mois, tous sont uniformément taxés à 13 %. La classe des nouveaux riches n'est vraiment pas harcelée par le percepteur soviétique. - Le Gouvernement soviétique pourrait aisément abolir un jour l'impôt sur le revenu, puisque tous les prix des marchandises dans l'Union sont fixés par lui et que la perte de rentrées provenant de l'impôt sur le revenu serait compensée immédiatement par une augmentation correspondante des prix.

de l'Union Soviétique ne pourra jamais être pour Moscou un motif d'abandonner ce pays et de le rayer du rôle. Si le maintien de l'influence soviétique dans un tel pays est jugé indispensable pour la puissance, politique ou militaire, de l'Union, ce pays restera dans l'empire soviétique et sa position en tant que satellite sera consolidée, sans égard à la dépense. L'idée que Moscou puisse se retirer d'un pays satellite uniquement parce que la continuation de l'occupation serait une opération coûteuse et sans profit est une conception purement occidentale, complètement étrangère à la mentalité soviétique.

15. Les plans quinquennaux de l'Union Soviétique ont toujours eu pour objectif le renforcement de la puissance du Kremlin. Afin de rendre ces plans acceptables pour les peuples de l'Union, le Kremlin leur a toujours dit que ces plans étaient destinés à assurer aux masses une existence meilleure. Cette vieille ruse a été constamment employée. Lénine, Staline, Malenkov et Khrouchtchev promettaient aux masses vouées à un labeur pénible ' plus de pain, plus de vêtements, plus de maisons i et un niveau de vie plus élevé, à condition j qu'elles soient prêtes à travailler plus dur pour réaliser les nouveaux plans quinquennaux. Dans ces plans, l'accent a toujours été mis sur i les biens de production. La production des biens de consommation a de tout temps été traitée défavorablement par le Kremlin. Au ! regard de l'économie soviétique, cette branche de l'activité économique reste l'enfant d'un premier lit. Le Kremlin a les chars, les canons, les avions de combat et de bombardement les plus modernes; il a les engins téléguidés, les spoutniks et les luniks. Le citoyen soviétique moyen manque en permanence de chaussures, de batteries de cuisine, de meubles, d'équipe- ; ment ménager de toute sorte. C'est la population soviétique qui doit faire les frais de la politique de puissance du Kremlin.

16. Dans son discours de six heures, Khrouchtchev a eu des moments de modestie. Il a dit : « Pour l'instant, l'Union Soviétique i n'est pas à même de créer cette abondance de la valeurs matérielles et culturelles qui est nécessaire pour satisfaire les besoins de notre peuple | et assurer son développement harmonieux. »

17. Ceci correspond mieux aux réalités que les promesses parfaitement incroyables faites par Khrouchtchev d'un avenir d'abondance. Quarante et un ans après la révolution communiste, il y a toujours de temps à autre pénurie de produits alimentaires de base dans plusieurs régions de l'Union Soviétique. Les effets de cette pénurie sont décrits dans un rapport provenant du bassin minier du Kouzbass, paru dans les *Isvestia* du 14 décembre 1958. Le Président du comité du parti écrit ceci :

« Nous augmentons notre production de jour en jour, mais nous pourrions faire encore mieux, n'était un certain nombre de choses, dont les pommes de terre. Beaucoup de l mineurs ont leur jardin potager; ils élèvent des porcs et ont même des vaches. Les jours où les potagers réclament une attention spéciale de la part des mineurs, la production tombe brus quement, parfois de 20 à 25 %. Nous savons tous qu'ils ne font pas ce travail de jardinage pour leur plaisir. Ils le font parce que les légumes et les pommes de terre ne sont pas toujours en vente sur le marché local. La superficie totale des jardins potagers des mineurs du Kouzbass est le double de celle des champs de pommes de terre dans les kolkhoses et les sovkhoses... »

Voilà qui donne indirectement un intéressant aperçu de la situation réelle dans l'Union Soviétique; c'est manifestement faire aux Russes une promesse téméraire que de leur dire qu'en sept ans ils auront un niveau de vie aussi élevé que les Américains.

18. Khrouchtchev lui-même a semblé avoir quelque notion de la vérité lorsqu'il a dit dans son discours : « Ce ne sera pas une tâche facile pour le socialisme que de triompher du capitalisme sur le plan de la production mondiale... »

19. Ce qui surprend de la part des auteurs du nouveau plan septennal, c'est de présumer que la production américaine sera toujours au même niveau d'ici sept a ns³.

3. Il serait faux de supposer qu'à la fin du plan septennal l'U. R. S. S. aura dépassé les États-Unis au point de vue de la production par tête d'habitant. Les chiffres sont les suivants : U. R. S. S. vers-1965 vers 1974 selon le plan septennal 400 kg 1.06 t 2.318 kwh 2.2 m 35.5 m. 5.6 p. 15 kg 100 (pour les ? habitants des villes) selon le plan de 15 ans 458 kg 1,55 t 3.540 kwh. 2.5 m. ? ? ? États-Unis à la date de 1956 600 kg 2,08 t. 4.000 kwh. 2.4 m. 72 m. 11 p. 71 kg 366 (pour l'ensemble de la . population) Il n'est pas douteux que la production des États-Unis ait augmenté dans les secteurs ci-dessus mentionnés entre 1956 et 1959. Elle aura augmenté encore davantage à la fin du plan septennal soviétique en 1965. Cette année-là, par conséquent, l'U. R. S. S. aura été encore plus distancée. En outre, il ne faut pas perdre de vue le fait que l'U. R. S. S. n'importe pour ainsi dire pas de biens de consommation pour les besoins courants de la population, tandis que les importations américaines de biens de cette catégorie dépassent parfois la production nationale (par exemple en ce qui concerne les lainages). Aussi la déclaration qu'a faite Khrouchtchev : « Nous les rattraperons et les dépasserons » est-elle, pour le moment, illusoire. - On a pu néanmoins constater, les dix-huit derniers mois, une certaine amélioration des conditions de vie en Russie. Il n'y a plus pénurie de pain. Dans les villes, les livraisons de lait, de viande et de beurre s'eff'ectuont à peu près normalement. (C'est en particulier le cas à Moscou, à Leningrad et dans dix ou douze

Khrouchtchev semble croire qu'il serait effrayant pour le monde libre que l'Union Soviétique réussisse un jour à produire plus de produits alimentaires et de biens de consommation que les États-Unis. Il n'y a rien d'effrayant à ce que la population russe, d'ici sept ans, dispose en abondance de produits alimentaires, de maisons, de meubles, de vêtements, etc. Après quarante ans de privations, ce serait un jour heureux pour le monde entier que celui où l'on verrait le peuple russe obtenir enfin tout ce dont il a besoin. Il est évident qu'une population vivant à un niveau élevé, tant en ce qui concerne les produits de consommation que les conditions de vie en général, ne se résignera pas indéfiniment à la claustration culturelle, idéologique et politique. Un niveau de vie élevé s'accompagnerait inévitablement d'un désir de liberté individuelle. Si Khrouchtchev parvient à ses fins et assure à la Russie un haut niveau d'existence, il coupera l'herbe sous le pied à la dictature communiste.

Pénurie de main-d'oeuvre et chômage

21. Actuellement, l'Union Soviétique connaît à la fois un manque de main-d'oeuvre et un certain chômage.

Il y a manque de main-d'oeuvre dans les villes aussi bien que dans les districts ruraux. Aussi de nombreuses femmes sont-elles employées dans l'industrie, le bâtiment et même dans les secteurs les plus difficiles : le travail dans les mines, le dur labeur qui consiste à « construire le socialisme », et la sylviculture. La pénurie de main-d'oeuvre s'est accentuée dans l'industrie au cours des derniers dix-huit mois du fait que la condition des travailleurs dans les fermes collectives s'est améliorée dans plusieurs régions. Aussi cette catégorie de travailleurs n'afflue-t-elle plus vers les centres industriels. Par conséquent, les conditions économiques s'améliorent dans les régions rurales, la situation devient plus stable pour les ouvriers dans les fermes collectives et les autorités ont pris des mesures pour contraindre les jeunes gens ayant fait de sept à dix ans d'études secondaires à aller faire des travaux agricoles dans les fermes collectives. Néanmoins, les gens de la campagne, surtout les hommes, continuent de désertir les fermes collectives les plus pauvres.

Durant la période 1959-1965, le nombre des jeunes gens aptes au travail en U. R. S. S. diminuera sensiblement en raison du très faible taux de natalité des années 1941-1947 (de 1941 à 1945 par suite de la guerre, et de 1946 à 1947 par suite de la famine). Le recrutement de la jeunesse soviétique pour l'armée ne sera cependant pas interrompu pour autant. Aussi peut-on s'attendre que l'U. R. S. S. ait recours à la main-d'oeuvre chinoise, coréenne et bulgare.

Le chômage se fait particulièrement sentir dans les villes et parmi les jeunes gens ayant fait en partie ou entièrement leurs études secondaires. L'industrie ne tient pas beaucoup à engager des jeunes gens de moins de 16 ans, ou même entre 16 et 17 ans, parce qu'une réglementation spéciale prescrit pour eux une journée de travail plus courte; les jeunes gens de 16 à 17 ans travaillent deux heures de moins que les adultes.

L'évolution de la littérature soviétique

22. Du point de vue qui nous intéresse, les faits survenus dans le monde de la littérature sont beaucoup plus significatifs que tous les congrès et conférences qu'a pu tenir le parti communiste.

Après la mort de Staline, en mars 1953, lorsque les successeurs du dictateur disparu furent saisis de panique à l'idée que l'empire soviétique pût tomber dans le désordre, s'ouvrit une période de relâchement de la pression intérieure. C'est ce qu'on a appelé Le dégel, d'après le titre d'un roman d'Ilya Ehrenbourg qui, pour la première fois depuis bien des années, dépeignait les intérêts personnels et la vie intérieure d'êtres réels, et non les sentiments conventionnels parfaitement ennuyeux des personnes du répertoire de la propagande officielle.

23. Un autre roman, L'homme ne vit pas que de pain, d'un jeune auteur nommé Doudintsev, est devenu le symbole et le foyer de la révolte qui couvait. Au point de vue littéraire, ce n'était pas une oeuvre de premier rang, mais on y trouvait l'évocation dramatique de la lutte qui opposait un individu et la bureaucratie de l'Etat. Des millions de citoyens soviétiques, dont la plupart n'avaient même pas lu l'ouvrage, voient dans ce roman l'affirmation de leur dignité tant qu'êtres humains devant l'Etat anonyme et sans âme.

C'est surtout dans les universités que le livre de Doudintsev devint comme un étendard autour duquel se groupaient les protestataires. Les discussions sortirent du domaine littéraire pour aborder le terrain dangereux du débat politique. A l'une de ces discussions, à l'Université de Moscou, l'auteur était présent. Alarmé par la

autres grandes villes.) Il y a eu également une amélioration en ce qui concerne les fournitures de sucre, de conserves de poisson et de légumes. En revanche, comme par le passé, on ne trouve pas facilement de tissus ni de chaussures, sauf dans les grandes villes. Quant aux fruits, légumes et poissons frais, la situation est toujours peu satisfaisante.

boîte de Pandore qu'il semblait avoir ouverte de sa plume, Doudintsev essaya de minimiser la portée politique du roman. Alors les étudiants se tournèrent contre lui et l'accusèrent de montrer moins de courage que le héros de son histoire.

L'Union des Ecrivains, organisa à Moscou une conférence pour juger l'oeuvre de Doudintsev. Cela tourna presque à l'émeute. Il fallut faire venir la police pour retenir la foule qui essayait de pénétrer dans les locaux. Des incidents du même genre se produisirent dans tout le pays.

24. Le roman de Doudintsev n'était qu'un exemple parmi de nombreuses oeuvres où la franchise, parfois la colère, se donnait libre cours. On pourrait en faire une longue liste. Voici les noms et les titres les plus importants :

Lioubov Kabo: Le voyage difficile

Evtouchenko: Station d'hiver

Naguibine: La lumière à la fenêtre

Granine: Une opinion individuelle

Kirsanov : Les sept jours de la semaine

Kaverine : Livre ouvert

Pogodine: Un sonnet de Pétrarque

Kolossov: Le moulin

Zoujov: Le brouillard

25. Cette liste n'est qu'une modeste sélection. Tous les romans, poèmes ou essais indiqués font preuve d'un esprit critique et révèlent les aspects déplaisants de la vie soviétique, sans toutefois, cela va de soi, attaquer le système comme tel. Le succès de ce mouvement littéraire a été énorme parce qu'il reflète l'aspiration générale à un peu plus de liberté.

26. Les hommes du Kremlin eurent donc de bons motifs de se montrer fort alarmés. Ils perçurent les remous de colère et de désespoir qui agitaient les profondeurs sous la surface apparemment unie du système communiste. Pour ajouter à leur terreur, ils voient comment, au-delà des frontières, en Pologne et en Hongrie, ce qui avait commencé par le même genre de révolte littéraire prenait l'ampleur d'une rébellion embrasant la nation entière.

27. Alors ils sévirent contre cette liberté nouvelle qui s'était fait jour dans la littérature. Le temps du dégel était passé. Le gel revint et c'est un climat sibérien qu'établit l'attaque lancée par le Kremlin contre Boris Pasternak quand le livre de celui-ci, *Le docteur Jivago*, parut dans le monde libre et valut à son auteur le Prix Nobel de littérature. A un certain moment, l'on craignit que le Kremlin ne revînt à ses traditions et n'arrêtât Pasternak. Cependant, l'attaque contre cet auteur, en dépit de sa violence et de son apreté qui rappelaient le temps de Staline, n'aboutit pas à la « liquidation » du coupable, comme cela eût pu se faire alors. Pasternak vit toujours, dans sa maison, condamné officiellement, mais secrètement tenu en haute estime par d'innombrables Russes.

28. Sous la nouvelle couche de glace, les écrivains, les artistes et les étudiants russes nourrissent leur propre pensée. A la première occasion ils essayeront à nouveau de percer la croûte de glace. La grande question qui se pose est de savoir si ces messieurs du Kremlin seront alors toujours en mesure de les supprimer.

Facteurs de dissentiment

29. Le malaise général qui existe en Union Soviétique, et dont la nature et l'intensité varient selon les classes, les groupes ethniques et même les individus, provient du fait que les objectifs du régime diffèrent fondamentalement des aspirations de la population. Le peuple russe désire par-dessus tout du bien-être matériel et une atmosphère de sécurité, tandis que les dirigeants communistes s'appliquent en premier lieu à maintenir et à augmenter leur puissance et la force de l'Etat dont ils sont maîtres. Comme les régimes totalitaires permettent aux chefs de poursuivre leur politique en ne faisant que des concessions légères aux aspirations populaires, il se crée un terrain propice au développement de tendances variées à la dissidence.

30. Par surcroît, le peuple russe aspire en outre à des droits plus étendus et à plus d'indépendance dans le travail. Ceci est apparu avec une netteté particulière dans la fameuse « discussion populaire » des propositions de Khrouchtchev relatives à la réorganisation des M. T. S. (stations de moteurs et de tracteurs). De nombreuses lettres, publiées dans des documents soviétiques officiels, réclamaient plus d'indépendance pour les directeurs des fermes collectives à regard du contrôle et de la planification de l'Etat. On allait jusqu'à demander la création de conseils indépendants de fermes collectives.

31. La médiocrité générale du niveau de vie dans toute l'Union Soviétique constitue sans doute la cause de dissentiment la plus importante. Tout en poussant et en accélérant le développement industriel, le régime a réussi à frustrer le consommateur de la majeure partie du bénéfice qui en découle pour concentrer ses efforts sur l'industrie lourde et les forces armées, pour consacrer des sommes considérables au soutien des partis communistes à l'étranger, à la propagande, au maintien d'un immense appareil destiné à assurer la sécurité de l'Etat à l'intérieur, etc. Du fait que, en même temps, le gaspillage d'argent et l'inefficacité de la bureaucratie sont inhérents au système, l'amélioration des conditions de vie est fort loin d'avoir suivi le rythme du développement économique dans son ensemble. Ce n'est que ces derniers temps que les conditions générales de vie se rapprochent du niveau de 1928, et peut-être le dépassent petit à petit. C'était au moment où avait commencé la campagne d'industrialisation à outrance. Dans de nombreuses régions, les conditions de logement restent au-dessous du niveau d'avant-guerre, qui était déjà insuffisant. Les biens de consommation sont souvent de la camelote et il y en a pénurie.

32. Évidemment, beaucoup de citoyens soviétiques n'ont pas le souvenir d'un temps où l'on vivait mieux, de sorte qu'ils peuvent tout naturellement être impressionnés par l'amélioration limitée des conditions de vie, qui est de date récente et généralement restreinte aux grandes villes. (Les habitants des villes de province n'en ont qu'à peine profité et les conditions matérielles frôlent toujours l'extrême indigence dans de nombreux villages, où les boutiques manquent, pendant des mois, des biens de consommation les plus élémentaires, tels que les bottes de feutre, le sucre, le pétrole, etc.)

33. D'autres, en revanche, se souviennent de jours meilleurs, même en Union Soviétique pendant les années 1920, surtout dans les régions qui ont été absorbées par l'U. R. S. S. durant la deuxième guerre mondiale. Le contact avec l'Occident, bien que sévèrement limité depuis la guerre, a été néanmoins suffisant pour convaincre des millions de citoyens soviétiques que leur niveau de vie était très inférieur à celui d'autres pays économiquement développés. Beaucoup de soldats ont vu de leurs yeux l'Occident à la fin de la guerre et, plus tard, quand ils faisaient partie des troupes d'occupation. Récemment un mince groupe de touristes soviétiques soigneusement triés a reçu l'autorisation de visiter quelques pays de l'Occident, et un nombre appréciable d'Occidentaux ont pu parcourir l'Union Soviétique. Les observations des personnes qui ont eu des contacts directs avec l'Occident et les Occidentaux se sont répandues oralement et n'ont fait qu'augmenter le mécontentement général que suscite la pauvreté soviétique.

34. Le mécontentement provoqué par le bas du niveau de vie est encore exaspéré par une inégalité économique flagrante. Beaucoup de citoyens soviétiques seraient peut-être disposés à subir des privations pour le bien du pays, s'ils ne voyaient vivre dans l'abondance des groupes sociaux privilégiés, tels que les directeurs, les bureaucrates, ceux de l'élite intellectuelle et les membres de leur famille, qui généralement ne font rien et qui constituent la classe nouvelle. Tel est notamment le cas, assez fréquent, de personnes favorisées ayant acquis leur situation non pas grâce à des capacités ou à une activité exceptionnelle, mais simplement en raison de leur conformisme politique, d'un « piston » personnel ou d'attaches familiales. Ce sont généralement des membres du parti ou des personnes qui s'appliquent à « lécher les bottes » en dépit des principes moraux invoqués qui jouissent de tous ces privilèges. Ceci explique également pourquoi le fossé entre les milieux dirigeants et les masses va toujours s'élargissant.

La terreur

35. La crainte de la terreur policière s'est beaucoup atténuée depuis la disparition de Staline. Jusqu'à ce moment, aucun citoyen soviétique, à l'exception de Staline lui-même, n'était protégé contre la menace d'une arrestation arbitraire.

Le discours secret de Khrouchtchev au x x^e Congrès du parti, en février 1956, a révélé à quel point cette peur obsédait même les membres du Politburo. L'exécution de Beria, la promulgation d'une amnistie limitée, l'esprit plus libéral dont ont été empreints les codes juridiques, la réduction des pouvoirs de la police secrète et la manière relativement douce dont ont été traités Molotov, Kaganovitch, Malenkov et Chepilov après leur renvoi, en juin 1957, des positions dominantes qu'ils occupaient, tout cela a considérablement réduit le sentiment général d'insécurité qu'avait engendré la terreur stalinienne. Néanmoins, peu nombreux sont les

citoyens soviétiques qui peuvent se libérer de la secrète appréhension d'une reprise de la terreur et nombre d'entre eux ont fait part à des Occidentaux de leurs appréhensions après l'expulsion du groupe Malenkov-Molotov.

36. Certains observateurs occidentaux en U. R. S. S. croient que la plupart des Russes ne sont pas opposés au principe de la répression officielle de crimes politiques comme tels. Toutefois, la plupart des réfugiés de l'Union Soviétique ? c'est-à-dire les seuls Russes qui soient à même d'exprimer leur opinion ouvertement ? ne partagent pas cette manière de voir. Les oeuvres de plusieurs écrivains soviétiques qui ont paru ces dernières années contiennent aussi de nombreux passages où ils dénoncent ce qu'ils appellent « l'atteinte portée aux lois socialistes ». Il serait intéressant de savoir s'il s'agit en l'occurrence d'allusions à certaines garanties occidentales, telles qu'une magistrature indépendante et l'institution du jury, et si l'on peut y discerner une pression exercée dans ce sens. Des demandes de ce genre ont paru de temps à autre, en 1957, dans la presse soviétique, notamment dans la revue juridique *Sovietskoïe Gossoudarstvo Pravo*. En général, la presse soviétique ne publie de pareilles demandes que si l'opinion publique exerce une pression suffisante. Le mécontentement du peuple est suscité surtout par les arrestations inattendues et arbitraires, par des sanctions abusivement sévères et par le système des informateurs politiques qui entrave toutes relations amicales étroites. La plupart des réformes de l'époque poststalinienne ont tendu à éliminer de pareils abus. Toutefois, l'accent a été mis sur la protection des échelons supérieurs du parti, non sur celle des masses. Les arrestations arbitraires d' « éléments peu sûrs » continuent toujours, bien que leur nombre ait diminué de beaucoup par rapport au passé. Aussi, la crainte immédiate d'une arrestation arbitraire a-t-elle aujourd'hui grandement diminué, quoique la plupart des citoyens n'oseraient pas se livrer à la critique publique du régime ni se lancer dans une opposition effective.

La collectivisation de l'agriculture

37. Vingt-cinq ans après la collectivisation forcée des terres, la grande majorité des paysans russes est toujours opposée à ce système d'exploitation. Celui-ci va à l'encontre du désir, profondément ancré dans le coeur de tout paysan, d'être le propriétaire du lopin de terre qu'il cultive et dont il tire ses moyens d'existence.

38. En dépit de l'amélioration récente du sort des paysans, leur niveau de vie demeure faible et les incidences néfastes des mauvaises récoltes ou d'une gestion défectueuse des fermes collectives retombent sur les agriculteurs seuls, puisque les contingents fixés par l'État pour les livraisons de produits ne sont généralement pas diminués d'une façon substantielle. L'opposition à la collectivisation de l'agriculture est particulièrement vive dans les territoires occidentaux rattachés à l'U. R. S. S. durant la deuxième guerre mondiale, où la collectivisation intégrale remonte à moins de dix ans.

39. La résistance passive des paysans attachés aux fermes collectives est apparue à l'évidence dans les crises agricoles qui se produisent perpétuellement en U. R. S. S., les campagnes incessantes en vue d'accroître la production, y compris la mise en valeur des terres vierges, et les efforts actuels pour dépasser les États-Unis au point de vue de la production, de viande, de lait, de beurre, etc.

40. Une étude attentive de la presse soviétique démontre qu'à l'heure actuelle la plupart des fermes collectives et des fermes de l'État se sont révélées non rentables. Malgré les mesures prises pour la mécanisation de l'agriculture et des transports, l'introduction de nouvelles techniques agricoles et diverses autres tentatives destinées à accroître la production, le rendement agricole de l'Union Soviétique demeure à un niveau très bas, et les récoltes de blé restent bien en-deçà des besoins des consommateurs et des plans gouvernementaux.

41. Ni les mesures rigoureuses de toute nature ni l'endoctrinement communiste perpétuel n'ont réussi à briser l'opposition des paysans à l'égard du système. Les résultats démontrent que les mesures prises par les communistes pour stimuler les paysans ne sauraient remplacer le stimulant que constitue pour ceux-ci la propriété individuelle.

42. Le Gouvernement de l'U. R. S. S. essaie constamment de résoudre le problème agricole, en réorganisant les stations de mototraceurs (M. T. S.) qui ont été l'un des moyens permettant au parti d'exercer son contrôle sur les paysans. Certains observateurs occidentaux ont cru reconnaître dans ces mesures un nouvel allègement du contrôle gouvernemental sur l'agriculture. Ils ont cru que l'abolition des stations de tracteurs et la vente de leur matériel aux fermes collectives donneraient presque inévitablement aux paysans soviétiques une vie entièrement nouvelle d'autonomie intérieure et de liberté locale. Cependant, ce point de vue est erroné pour les raisons suivantes :

Dans son discours de Minsk, qui a été reproduit dans la Pravda du 25 janvier 1958 et dans d'autres journaux soviétiques, Khrouchtchev a déclaré qu'à l'heure actuelle, où les fermes collectives ont été renforcées, où leurs cadres sont parvenus à leur pleine maturité et sont capables de résoudre n'importe quel problème, où les organisations du parti sont puissantes dans les villages, et où les comités du parti ont un droit de regard plus complet dans les affaires économiques, il n'est plus nécessaire que les M. T. S. se préoccupent de l'organisation de la production.

En d'autres termes, l'abolition des M. T. S. ne fera que renforcer les fonctions de contrôle suprême assurées par les secrétaires et les bureaucrates du parti locaux et régionaux, de même que la réorganisation des industries en 1957, dont on a tant parlé, n'a fait que renforcer le rôle de l'appareil du parti.

Par ailleurs, Khrouchtchev n'a pas proposé l'abolition totale des M. T. S. Il a suggéré uniquement qu'une partie seulement du matériel roulant, c'est-à-dire des tracteurs, des motoculteurs, etc., soient vendus aux fermes collectives, tandis que les stations de moto-tracteurs se transformeraient en centres de réparation et seraient en outre chargés de la vente de nouvelles machines et des pièces de rechange. Par conséquent, le rôle des M. T. S. n'a été aboli qu'en partie, tandis que les paysans des fermes collectives auront à payer à ces stations les réparations de leur matériel mécanique, tout en supportant les frais d'exploitation et d'entretien de ces machines.

D'autre part, les M. T. S. ont été établies à l'origine aux frais des agriculteurs. Durant toutes ces longues années, elles ont été maintenues grâce aux paiements en nature effectués par les fermes collectives.

Par conséquent, le prix des machines dont disposent les M. T. S. a été déjà acquitté par les paysans, et la proposition formulée par Khrouchtchev de les vendre aux fermes collectives n'est rien d'autre qu'une tentative de céder pour de l'argent comptant quelque chose dont le prix a déjà été acquitté par le client éventuel.

Du fait qu'elles devront payer de leurs propres fonds ces machines usagées, les fermes collectives seront contraintes de dépenser l'argent qu'elles consacraient jusqu'alors à quelques modestes améliorations permettant de relever tant soit peu le niveau de vie des agriculteurs.

En outre, alors que Khrouchtchev veut que les fermes collectives payent pour leurs machines, leur entretien et leurs réparations, en augmentant ainsi les dépenses effectives incombant aux fermes collectives, il veut éviter en même temps l'augmentation du coût de la production. Il a très clairement indiqué cet objectif dans la partie de son discours où il déclarait notamment : « Dès que les modifications nécessaires seront amorcées, il faudra parvenir à des accords avec les fermes collectives, afin que ces changements n'entraînent pas une augmentation du coût des produits qui sont livrés au Gouvernement. » En d'autres termes, les fermiers devront payer les machines en sacrifiant une partie de leurs maigres revenus, sans avoir pour autant le droit d'augmenter le prix de leurs produits.

Il est peu probable que la réorganisation des M. T. S. parvienne à alléger la crise agricole et à rallier les paysans aux côtés du Gouvernement.

La bureaucratie

43. L'immense et tentaculaire bureaucratie soviétique, qu'exige la mise en oeuvre d'une économie planifiée et d'un système totalitaire régissant tous les domaines de la vie, est devenue de plus en plus isolée de la masse du peuple soviétique. A l'instar de toute bureaucratie (mais sans doute à un degré infiniment plus élevé), celle de l'U. R. S. S. se caractérise par un formalisme pointilleux, par des chicanes constantes, par une insensibilité brutale à l'égard des besoins individuels, enfin par un esprit de caste assorti de jalousies et de rivalités entre les divers services. L'écrasante majorité des bureaucrates se compose de membres du parti. Khrouchtchev a suscité un mécontentement assez grand, même parmi ce groupe privilégié, par sa réorganisation de l'industrie, qui a forcé des milliers de bureaucrates à abandonner leurs fonctions confortables à Moscou et dans les capitales des diverses Républiques et à se rendre dans les régions industrielles. Le régime post-stalinien a déclenché une campagne bien organisée contre l'inaptitude et la nocivité de la bureaucratie, et a encouragé le public à formuler des critiques contre les fonctionnaires des échelons inférieurs. Néanmoins, le Gouvernement n'a pris aucune mesure pour restreindre l'autorité de la bureaucratie du parti et, dans certains cas, il n'a même fait que l'accroître.

44. L'accueil réservé en 1956 au roman devenu célèbre de Doudintsev L'homme ne vit pas que de pain a été profondément révélateur, tant de l'opinion publique que du comportement des milieux officiels à l'égard de la bureaucratie. Les traîtres de ce roman étaient les bureaucrates qui persécutaient un brillant inventeur parce qu'il refusait de se conformer au système. Les intellectuels et les étudiants ont accueilli le livre avec enthousiasme et ont fait preuve de sentiments analogues à ceux du héros, en manifestant dans plusieurs réunions le dégoût et le mépris que leur inspirait toute la classe des bureaucrates. Pour essayer de mettre fin

à cette approbation publique du roman, le régime a déclaré que le livre donnait un tableau déformé et calomnieux de la réalité soviétique, en suggérant que les abus du fonctionnarisme étaient un produit du système soviétique et non des cas de défaillance isolés. Quoiqu'il en soit, Doudintsev lui-même s'est refusé à changer la t e x t e de son roman, et plusieurs écrivains ont défendu le point de vue de l'auteur ; quant au roman, sa popularité n'a cessé de se maintenir en Union Soviétique. Les noms des héros du livre, tels que Drozdov et Lopatkine, sont devenus des surnoms couramment employés. Les numéros des revues dans lesquelles ce roman avait paru, ainsi que sa première et unique édition sous forme de volume, circulent de main en main et touchent un nombre considérable de lecteurs, en dépit de la condamnation officielle qui pèse sur le livre.

La réorganisation de l'industrie

45. Le programme établi par Khrouchtchev au printemps de 1957 pour réorganiser la direction de l'industrie, en abolissant la plupart des bureaux ministériels centraux et en établissant des conseils économiques régionaux, a été sans aucun doute impopulaire parmi de nombreux représentants de la classe dirigeante.

Plusieurs bureaucrates, qui avaient mené jusque là une vie confortable à Moscou, ont été forcés de déménager dans des villes situées à la périphérie de l'U. R. S. S. En outre, il semble que le contrôle exercé par le parti sur la direction industrielle ait été renforcé. C'est pourquoi les directeurs et administrateurs en titre ?? qui sont devenus les principales victimes de la campagne antibureaucratique ? ont sans doute perdu non seulement leur prestige et leur vie confortable, mais aussi leur autorité.

La discipline du travail

46. Pendant les dernières années de la dictature de Staline, la promulgation d'une législation draconienne sur le travail a sans doute été chez les ouvriers une cause de mécontentement aussi importante que les bas salaires. On avait établi, sans dérogation possible, la semaine de 48 heures (d'abord adoptée comme mesure de guerre, elle devait être maintenue par la suite) et des pénalités sévères étaient infligées pour les retards et l'absentéisme. Les travailleurs étaient tenus pour responsables des dommages causés par négligence au matériel, aux produits ou à l'équipement. Les normes de production avaient été relevées à plusieurs reprises.

47. Le régime post-stalinien a bien aboli ou allégé certaines des lois les plus sévères, mais beaucoup de travailleurs continuent d'être soumis à une lourde discipline. Dans la plupart des cas, les lois n'ont été ni abrogées, ni rendues moins sévères, mais les ouvriers, se rendant compte du relâchement général des mesures de contrôle, ont cessé d'y prêter attention, et le régime n'est plus à même de les faire respecter. Beaucoup d'ouvriers, de jeunes diplômés, d'administrateurs et des membres de professions libérales ne veulent pas être affectés à des postes situés dans des régions éloignées et isolées, où les conditions de vie sont généralement primitives. Bien qu'il n'y ait souvent que le choix entre l'acceptation et un chômage prolongé, il semble qu'un nombre assez considérable de jeunes gens refusent des postes de ce genre. Les jeunes gens, en particulier, se cabrent contre la discipline rigide imposée ou préconisée dans d'autres domaines, comme les tâches scolaires longues et difficiles, les loisirs organisés et la morale puritaine.

Le contrôle de la pensée

48. L'emprise du parti s'étend presque à tous les domaines de la pensée, depuis la cosmologie et l'esthétique jusqu'à la statistique. Tout un chacun doit accepter, ou pour le moins faire semblant d'accepter, les théories, les méthodes et les « lois » naturelles sanctionnées par le parti. Le régime post-stalinien a quelque peu relâché le contrôle dans certains domaines n'ayant qu'une faible incidence sur la vie politique ? par exemple la poésie lyrique ? et a fait preuve de plus de souplesse et de tolérance sur le terrain de la doctrine officielle. Or, même ce modeste relâchement du contrôle s'est révélé t r op dangereux, et le Gouvernement essaie maintenant de le resserrer à nouveau. De nombreuses oeuvres lyriques ont été vivement attaquées par le régime, notamment les oeuvres de jeunes écrivains. La station d'hiver d'Eugène Evtouchenko ? qui a été invité à récrire son poème et a refusé de le faire ? en est un exemple frappant. A la suite de son refus, l'écrivain a été exclu du Komsomol, mais, selon la presse soviétique, il est devenu un héros aux yeux de la jeunesse de l'U. R. S. S. Cependant, la contrainte exercée sur la pensée et son expression reste assez tyrannique pour provoquer un mécontentement général parmi les intellectuels et les étudiants sensibles à ce genre de restrictions.

49. Le régime est parvenu à un modus vivendi avec l'Eglise orthodoxe russe et d'autres grandes communautés religieuses, mais cette entente n'a réussi qu'aux échelons supérieurs de la hiérarchie ecclésiastique. La grande majorité du clergé russe ne s'est jamais réconciliée avec le régime. L'Eglise n'a pas de droits juridiques et ne possède pas de biens. Les prêtres doivent vivre sur les contributions qu'ils

parviennent à collecter parmi leurs paroissiens. Bien qu'ils ne puissent s'opposer ouvertement au Gouvernement, le fait même qu'ils officient représente une forme de résistance active, puisque la religion est diamétralement opposée à l'idéologie matérialiste marxiste.

50. Bien que la plupart des prêtres aient décidé de se conformer à l'accord conclu entre l'Eglise et le Gouvernement, afin d'éviter la fermeture complète des églises, un petit nombre d'entre eux ont refusé tout compromis et se sont vus interner dans les camps de concentration ou sont passés dans la clandestinité. D'anciens détenus des camps de concentration soviétiques affirment que le nombre des prêtres emprisonnés est très élevé et qu'ils jouissent, en règle générale, d'un grand respect parmi leurs compagnons de détention. Quant à l'ampleur de l'action religieuse clandestine, on peut en disaffectjuger par les chiffres suivants : pendant la deuxième guerre mondiale, environ 300 prêtres « officiels » ont fui vers l'Ouest, tandis que les prêtres « clandestins » réfugiés étaient au nombre de 15.

51. Le régime poursuit systématiquement sa campagne anti-religieuse et a recours à tous les moyens de pression pour empêcher les membres du parti et du Komsomol d'assister aux services religieux. Cette politique suscite évidemment la rancœur des croyants, qui se trouvent surtout dans les régions rurales et parmi la vieille génération.

Nationalisme des minorités

52. La politique officielle de russification, inaugurée dans les années 1930, a détaché du régime les minorités nationales, d'autant que nombre d'entre elles se sont trouvées incorporées dans l'U. R. S. S. contre leur volonté. Bien que le régime post-stalinien ait renoncé à certaines des formes les plus voyantes de la russification, la politique de base n'a pas changé. La russification comporte actuellement l'extension de la langue et de la civilisation russes dans toute l'Union Soviétique, l'éloge du peuple russe en t a n t que nationalité prépondérante de l'Union Soviétique, et la nomination d'administrateurs et de fonctionnaires russes aux postes-clés des régions habitées par les minorités nationales. Le nationalisme de ces minorités est manifeste dans plusieurs régions de l'U. R. S. S. telles que la Galicie (Ukraine de l'Ouest), la Géorgie, dans une moindre mesure l'Arménie et les régions musulmanes de l'Asie centrale. Il y a lieu de noter que la politique soviétique de brassage des nationalités (par les mariages, les migrations, etc.) a réussi dans une large mesure à affaiblir les tendances nationalistes. Cependant, tous les peuples de l'U. R. S. S. quelle que soit leur origine, ressentent de plus en plus le poids de l'esclavage communiste qui pèse sur eux, et ce facteur renforce la solidarité des groupes minoritaires entre eux.

53. L'antisémitisme, bien que moins virulent que dans les dernières années de la dictature de Staline, est toujours assez répandu; non seulement le régime ne fait pas grand'chose pour le combattre, mais il l'encourage même par ses attaques contre le sionisme.

Groupes parmi lesquels se manifeste une désaffection envers le régime

54. Les conditions qui régissent en Union Soviétique suscitent un certain mécontentement dans pratiquement toutes les couches de la population, en dehors des classes dirigeantes. Évidemment, ce mécontentement varie beaucoup d'un groupe à l'autre en nature, en profondeur et en étendue.

55. Ceux qui ont été condamnés au travail forcé et à l'exil (ils sont peut-être encore 8 ou 10 millions) représentent sans conteste le groupe le plus atteint. Bien que leur nombre ait diminué (avant 1953, la population des camps de concentration était évaluée à 20 millions de personnes) et que le régime pénitentiaire se soit amélioré depuis 1953, ils vivent toujours dans des conditions extrêmement pénibles et, en dehors du strict nécessaire pour subsister, ils sont privés du fruit de leur travail ainsi que de tous les droits civiques.

56. Si l'on excepte les personnes détenues dans les camps de travail, c'est parmi les kolkhoziens que le mécontentement est le plus largement répandu. Outre la haine que leur inspire le système des fermes collectives et leur niveau de vie extrêmement bas, ils sont victimes de la rigidité et des abus de la bureaucratie et plus sensibles que d'autres groupes à la politique antireligieuse du régime. Beaucoup d'entre eux se rappellent, parfois pour en avoir personnellement souffert, la campagne de liquidation des koulaks déclenchée peu après 1930. Cependant, les paysans ont plus ou moins échappé à la terreur policière au cours des dernières années; ils ne sont pas très sensibles aux contrôles idéologiques et leur situation économique s'est quelque peu améliorée sous le régime post-stalinien.

57. Les doléances des travailleurs portent principalement sur les bas salaires, la stricte discipline et l'arbitraire bureaucratique. Ils sont également irrités par les fréquentes campagnes d'accélération et par le stakhanovisme. Moins religieux que les paysans, ils sont moins touchés par la campagne antireligieuse. Les contrôles idéologiques ne les affectent probablement qu'à peine. Les travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés risquent davantage de s'écarter du régime que leurs collègues plus spécialisés.

58. Pendant bien des années, les jeunes ont compté parmi les plus fermes partisans du régime. Mais récemment les signes de dissidence se sont manifestés avec une ampleur croissante au sein de ce groupe. Le mécontentement est reorgénéral parmi les jeunes. Une tendance au nihilisme, le rejet de tous les principes, le fait de s'adonner à la boisson, de danser le rock-androïl et de s'habiller à la façon des teddy boys de Londres, telles sont les formes les plus frappantes que revêt l'opposition chez les jeunes. Cependant, des signes de plus en plus nombreux prouvent qu'il existe également des formes organisées d'opposition politique. D'anciens détenus déclarent qu'un grand nombre d'étudiants, de membres du Komsomol, de jeunes travailleurs, etc., ont été emprisonnés pour délit d'opposition au régime. D'autre part, la presse soviétique se plait constamment de l'inertie de la jeunesse sur le plan idéologique, déclarant que le Komsomol a perdu son attrait et que les jeunes évitent de suivre les conférences consacrées à l'idéologie et à l'histoire du parti. Aux dires d'un fugitif arrivé récemment de Leningrad, des groupes de jeunes gens se réunissent clandestinement pour étudier des questions politiques et envisager des moyens de renverser le régime soviétique. Les exhortations idéologiques se heurtent souvent à l'indifférence. Quelques-uns des étudiants politiquement plus conscients examinent d'un oeil critique les principes fondamentaux appliqués par le régime. Il serait inexact de considérer que, dans son ensemble, la jeunesse soviétique se soit détachée du régime. Mais du fait même qu'ils bénéficient du relèvement général du niveau de l'enseignement, les jeunes sont mieux en mesure que les générations précédentes de penser par eux-mêmes et ils semblent profiter de plus en plus de cette possibilité.

59. Les intellectuels qui, par leurs revenus et leur prestige, occupent un rang élevé dans la société soviétique sont ceux qui risquent le plus de se révolter contre les contrôles idéologiques. Le relâchement limité de ces mesures de contrôle après la mort de Staline a enhardi les intellectuels, dans de nombreux domaines, à protester et, dans certains cas, à rejeter purement et simplement toutes formes de contrôle politique; certains même ont réclamé la création d'un second parti. Ces protestations ont révélé qu'à l'exception des fanatiques et des fonctionnaires du parti la quasi-totalité des écrivains, des artistes, des compositeurs et des savants de marque aspirent à une plus grande liberté d'expression.

60. Les directeurs et les bureaucrates sont liés au système par de puissants intérêts, mais il est possible qu'ils se soient détachés des hautes sphères directrices à la suite de la réorganisation de l'industrie, qui a diminué la puissance, le prestige et les avantages matériels de beaucoup d'entre eux. Cependant, ils font partie de l'armature même de la nouvelle classe dirigeante.

61. Le mouvement de désaffection au sein des forces armées ne semble pas avoir posé de problème sérieux depuis la guerre. La plupart des hommes de troupe étant d'origine paysanne, on peut supposer qu'ils partagent dans une certaine mesure le point de vue de la population agricole. Les militaires de carrière, qui constituent un groupe hautement privilégié, pourraient éventuellement se désolidariser du régime s'ils estimaient que celui-ci méconnaît leurs intérêts. Tout renforcement des contrôles policiers exercés par le parti sur les forces armées irriterait les militaires de carrière, mais ces contrôles les empêcheraient probablement d'agir efficacement. Seul un relâchement des contrôles extérieurs sur les forces armées ?? éventualité qui semble extrêmement improbable dans un proche avenir ? leur permettrait de devenir une force indépendante.

Voici quelques faits qui témoignent du mécontentement existant au sein des forces armées depuis la guerre :

En 1948, des anciens combattants ont déclenché, à Kazan, un soulèvement qui a abouti à une attaque généralisée des établissements du M. V. D. dans cette ville.

Un convoi de troupes s'est mutiné à Francfort-sur-l'Oder en mars 1947. La révolte a été finalement matée par des unités blindées placées sous le commandement du maréchal Sokolovsky.

En avril 1947, un certain nombre d'unités soviétiques stationnées en Hongrie se sont mutinées. Ces désordres ont été réprimés par des unités amenées spécialement d'Union Soviétique.

Entre 1948 et 1951, il y eut une série de mutineries dans des garnisons soviétiques d'Allemagne orientale.

17-19 juin 1953 : dans la zone soviétique d'Allemagne, un certain nombre d'unités de l'armée soviétique a refusé de participer à la répression des soulèvements populaires allemands. Dans certains endroits, dont Iéna et Magdebourg, des troupes soviétiques ont aidé la population civile à détruire les bâtiments de la police de sécurité et du parti communiste. Après que les blindés soviétiques eurent

écrasé ce soulèvement, 81 officiers et hommes de troupes (18 à Magdebourg, 33 à Iéna et 30 dans les mines d'uranium) ont été fusillés pour avoir refusé de se battre contre les insurgés allemands. Plus de 3 000 soldats ont été envoyés à Leningrad sous escorte. 600 d'entre eux ont été fusillés et les autres envoyés dans des camps de concentration en Sibérie.

Février 1955 : un certain nombre d'unités de l'armée en garnison à la Nouvelle- Zemble se sont mutinées et ont refusé de garder des prisonniers amenés dans l'île. Des troupes aéroportées du M. V. D. sont alors intervenues pour écraser la révolte et ont fusillé 200 des soldats rebelles.

Juillet 1955 : un régiment d'infanterie soviétique en garnison à Weimar s'est révolté. Aussitôt après le déclenchement de la mutinerie, les autres unités soviétiques en garnison dans les environs ont été transférées à des postes plus éloignés et des unités blindées ont été amenées pour écraser la rébellion.

Octobre-novembre 1956 : un grand nombre d'officiers et de soldats de l'armée soviétique ont refusé de participer à la répression de la révolution hongroise. De nombreux hommes ont déserté pour se battre aux côtés des insurgés. Leur nombre exact n'est pas connu, mais on l'évalue entre 500 et 3 000.

En dehors de ces cas de rébellion ouverte, les journaux de l'armée soviétique font constamment état d'officiers objectant aux instructions politiques, refusant d'accepter les conseils des officiers politiques et de leur obéir, etc. De nombreux faits de ce genre ont été très fréquemment signalés l'an passé.

Lorsqu'il a annoncé récemment son intention d'intensifier l'activité du parti et l'instruction politique au sein de l'armée, le Gouvernement a également suscité du mécontentement. Cette initiative montre que l'armée n'est pas trop favorablement disposée envers le Gouvernement soviétique, et qu'il y a de bonnes raisons de croire que le régime ne peut considérer qu'il peut entièrement compter sur les forces armées soviétiques.

62. Bien que la plupart des groupes confessionnels ne soient plus l'objet d'une persécution active de la part du régime (voir paragraphe 50 ci-dessus), leurs activités sont entravées de toutes parts et leurs convictions religieuses constamment attaquées par le parti et l'Etat. Cependant, la plupart des membres du clergé semblent trop intimidés pour s'opposer à l'Etat sur la moindre question politique. Sauf dans certaines régions minoritaires comme la région baltique et l'Ukraine occidentale, les groupes religieux ne semblent offrir qu'un bien faible potentiel de résistance active. (La secte des témoins de Jéhovah, dont il est question ci-après, et les baptistes font exception à la règle et semblent être assez actifs en Russie; d'autre part, la presse soviétique a signalé des réunions orthodoxes clandestines.)

63. Les minorités nationales subissent évidemment toutes les influences générales inclinant à la dissidence en Union Soviétique, mais leurs sentiments sont encore exacerbés par le nationalisme. Le nationalisme est particulièrement puissant dans les régions récemment acquises par l'Union Soviétique, telles que le littoral baltique et l'Ukraine occidentale, parmi les peuples de vieilles traditions culturelles indépendantes comme ceux de Géorgie et d'Arménie, et chez tous ceux que le régime a traités avec une rigueur particulière, tels que les nombreux peuples du Caucase du Nord et les populations musulmanes d'Asie.

Nature et intensité du mécontentement

64. Le mécontentement peut revêtir de nombreuses formes, allant de la simple critique des conditions de vie au rejet intégral et conscient de tout le système soviétique. On peut distinguer deux grandes catégories d'opinions dissidentes : (1) les plaintes portant sur la pénible situation faite aux individus : misérables conditions d'existence, rigueur de la discipline, paperasses et tracasseries bureaucratiques, etc. ; (2) la mise en cause ou le rejet des aspects fondamentaux du système soviétique.

65. Le mécontentement provoqué par les conditions de la vie quotidienne constitue la forme la plus répandue de la dissidence et la moins menaçante pour la sécurité du régime. Bien des gens se plaindront sans cesse de la pénurie, des lamentables conditions de logement, de la paperasserie bureaucratique, etc., sans manquer pour autant de loyauté envers le système et le pouvoir et sans en mettre en doute le fondement idéologique. Cependant, lorsque ses doléances sont sérieuses, il arrive souvent qu'un citoyen soit amené à examiner de plus près les principes fondamentaux sur lesquels reposent le pouvoir et le système. A l'heure actuelle, cela semble arriver rarement chez les travailleurs, mais plus souvent chez les détenus et leurs parents, chez les kolkhoziens et chez les intellectuels les moins privilégiés. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue ce fait que, sous un régime totalitaire, toute forme de mécontentement revêt automatiquement un caractère politique. Aucune révolution ne s'est jamais produite pour des raisons purement idéologiques. Le mécontentement suscité par les conditions de vie peut, dans certaines circonstances, se révéler très dangereux pour le régime. En Hongrie, les travailleurs se sont révoltés parce que les conditions de vie étaient mauvaises, alors que les intellectuels et les étudiants se sont opposés au régime pour des raisons

idéologiques. Il en va de même des désordres de Poznan en Pologne. Le Gouvernement soviétique mesure fort bien le danger et s'efforce depuis longtemps d'atténuer la tension en promettant de dépasser les États-Unis dans le domaine de la production des biens de consommation ? viande, beurre, lait, etc., ? en lançant de nouveaux projets de construction, etc. Il ne se passe guère de semaine sans que le Gouvernement prenne quelque décret sur l'accroissement de volume des biens de consommation. Cependant, la plupart de ces promesses demeurent lettre morte en raison des vices fondamentaux du système lui-même, et le peuple s'en rend compte.

66. L'indifférence à l'idéologie est très répandue, même parmi les personnes qui ont été endoctrinées le plus profondément. Les conférences politiques ne suscitent guère que de l'ennui ? non seulement chez les travailleurs et chez les paysans, qui n'entendent pas grand'chose au marxisme, mais aussi chez les étudiants et les intellectuels. Des signes abondants témoignent d'une opposition à l'idéologie marxiste chez les étudiants et chez les jeunes, qui harcèlent propagandistes et conférenciers en leur posant des questions embarrassantes. Aux dires de la presse soviétique, la majorité des étudiants essaient de se soustraire aux conférences sur l'idéologie et sur l'histoire du parti. La critique ouverte est encore rare, parce que trop dangereuse, mais de nombreux écrivains idéologiques essaient de critiquer indirectement les principes marxistes ?? d'où toutes les attaques lancées dans la presse soviétique et dans les déclarations officielles contre les « révisionnistes ».

67. La réaction négative la plus commune semble être le refus nihiliste de croire à aucune théorie. Certains intellectuels et un petit nombre d'étudiants rejettent l'idéologie marxiste en se fondant sur des considérations rationnelles, ou acceptent ce qu'ils considèrent comme le marxisme pur de Marx et de Lénine et s'en servent pour attaquer la politique actuelle du parti. L'opposition au régime n'implique donc pas nécessairement l'abandon des concepts fondamentaux du marxisme.

68. Il se peut aussi que certains milieux soient mécontents des hommes au pouvoir sans rejeter pour autant le système tel qu'il est appliqué, ou son idéologie. Cette forme de mécontentement se rencontrerait probablement surtout chez les fonctionnaires du parti ou du Gouvernement sympathisant avec les dignitaires évincés ou « dégradés » (comme le groupe Molotov - Malenkov - Kaganovitch) ou qui ont souffert personnellement de la politique des hautes sphères dirigeantes (par exemple, les directeurs économiques dont l'existence a été brisée par le programme de réorganisation industrielle de Khrouchtchev).

69. D'aucuns rejettent évidemment le régime en bloc : idéologie, système et dirigeants. Cette attitude est le plus souvent le fait de ceux qui ont été arrêtés, emprisonnés ou persécutés, ou dont de proches parents et amis ont souffert. La très grande majorité des citoyens soviétiques ont souffert personnellement ou sont liés à quelqu'un qui a souffert. Il est difficile de donner des chiffres exacts, mais si l'on songe que le nombre des personnes internées dans les camps de concentration s'est élevé jusqu'à 20 ou 25 millions à certaines époques, il n'est pas difficile de tirer certaines conclusions.

70. On ne peut évaluer l'importance exacte de chacune de ces catégories de mécontents, d'autant qu'elles se recouvrent en partie et peuvent être associées de diverses manières. Il est certain, en tout cas, que bien des gens sont mécontents des conditions de vie et des frustrations quotidiennes et se montrent indifférents à l'idéologie. L'opposition à l'idéologie, à la classe dirigeante et au système soviétique existe également. La crainte de représailles est encore assez forte pour empêcher cette opposition de s'exprimer et de se manifester fréquemment au grand jour. Cependant, si une crise survenait ou si le niveau de vie demeurerait stationnaire ou commençait à baisser, les formes assez anodines de mécontentement pourraient aisément se transformer en un mécontentement beaucoup plus grave.

Tendances depuis Staline

71. Les mesures prises par le régime poststalinien ont atténué bon nombre des causes de dissidence les plus sérieuses de l'époque stalinienne. Cependant quelques-unes des initiatives nouvelles ont eu, du moins dans une certaine mesure, un effet contraire à celui qu'escomptait le régime, le relâchement des contrôles dans certains domaines ayant rendu moins risquée l'expression en public d'opinions dissidentes et facilité ainsi la propagation et le développement de ces opinions.

72. Sans renoncer à accorder la priorité absolue au développement de l'industrie lourde, le régime post-stalinien a été contraint de faire davantage pour améliorer le niveau de vie que n'avait fait Staline. L'approvisionnement en biens de consommation s'est légèrement amélioré et ce fait a bénéficié d'une large publicité. On trouve des quantités plus importantes de biens de consommation à Moscou et dans quelques autres grands centres, mais dans les villes plus petites et dans les villages la situation est toujours très

mauvaise. Peu de gens croient aux promesses gouvernementales de nouvelles améliorations. Si les espoirs d'une amélioration du niveau de vie sont déçus, le Gouvernement actuel risque de perdre rapidement la confiance dont il jouit.

73. La répression arbitraire et la terreur policière ont été nettement freinées depuis 1953. Le régime actuel ne s'est certes point montré disposé à tolérer des éléments franchement anti-soviétiques, mais il a fait en sorte que nul ne soit arrêté ou emprisonné arbitrairement, c'est-à-dire sans être inculpé d'un délit concret. La majorité des citoyens soviétiques estiment que le régime a vraiment renoncé à la terreur policière parce qu'ils ont le sentiment que le Gouvernement n'est pas en mesure de revenir aux méthodes staliniennes. L'opinion selon laquelle un recours à la terreur est impossible est très répandue. Les gens parlent plus librement entre eux et même aux étrangers.

74. Les contrôles auxquels les citoyens soviétiques sont généralement soumis ont été atténués. On tolère une certaine liberté intellectuelle et les peines frappant les « fautes » idéologiques ont été réduites. Des contacts plus nombreux avec le monde extérieur ont été autorisés et encouragés dans une certaine mesure par l'échange de délégations, l'admission de touristes et le patronage de rencontres internationales comme le Festival mondial de la Jeunesse. Cet assouplissement des structures idéologiques, jusqu'alors rigides, a éliminé quelques-unes des frustrations des intellectuels et des étudiants.

75. Chose paradoxale : deux des principales raisons qui tendaient à accroître le désaccord avec le régime ont aussi contribué à atténuer certaines causes fondamentales de mécontentement. Si le Gouvernement en freinant la terreur policière a supprimé en partie le mécontentement suscité par les abus de la police, il a également dissipé dans une grande mesure la crainte qu'avaient les gens de critiquer le régime et a provoqué en outre une certaine pression en vue d'un nouveau relâchement des contrôles. Les contacts avec l'Ouest ont stimulé l'indépendance d'esprit chez les intellectuels et les jeunes et, loin d'assouvir leur désir refoulé d'avoir des contacts avec l'extérieur, semblent n'avoir fait que l'aiguïser.

76. Les soulèvements qui se sont produits en Pologne et en Hongrie en octobre-novembre 1956 et la récente multiplication des différends doctrinaux au sein du bloc communiste ont également fortement incité les étudiants et les intellectuels à soumettre l'idéologie officielle à un examen critique. Beaucoup d'intellectuels ont prêté une oreille attentive à la doctrine chinoise des « cent fleurs » et suivi de près les débats sur le communisme national et les attaques polonaises et hongroises dirigées contre le réalisme socialiste et d'autres concepts soviétiques officiels.

77. Dans son effort pour atténuer les contrôles dans une mesure limitée, mais sans aller au-delà, le régime se heurte à un problème sérieux. Comme le montrent les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie et l'histoire de mouvements de réforme qui se sont déroulés ailleurs, une certaine libéralisation peut comporter des dangers pour un régime totalitaire. Lorsqu'on donne aux éléments dissidents un certain espoir de réformes et d'une plus grande liberté d'action, les pressions en vue de nouveaux changements se font jour rapidement. A l'heure actuelle, le Gouvernement soviétique doit faire de gros efforts pour résister au déviationisme idéologique et aux graves critiques, et il n'est nullement certain qu'il pourra continuer indéfiniment à le faire sans recourir à la terreur policière. Cela ne serait toutefois guère possible, car un tel revirement mènerait probablement à une résistance ouverte et à des révoltes.

Récentes activités de résistance

78. A la mort de Staline, en 1953, toute résistance active organisée de quelque importance semblait avoir été écrasée. Cette résistance avait posé un grave problème pendant et juste après la guerre. Dans les premiers temps de la guerre, on avait pu relever des cas frappants de résistance comme la défection de l'armée Vlassov et les soulèvements populaires distordus Républiques baltes. Par la suite, les Tartares de Crimée et plusieurs peuples du Caucase étaient passés en masse dans le camp des Allemands et, dans les régions occupées par les Allemands, des millions de citoyens soviétiques s'étaient dressés contre le régime soviétique. Après la guerre, des bandes armées anti-soviétiques sillonnaient les forêts de la Baltique et de l'Ukraine occidentale. Ces groupes semblent avoir été liquidés en 1949, ou en 1950 au plus tard. Par la suite, la répression staliniennne a empêché toute résistance active de quelque importance.

79. En revanche, la mort de Staline a donné une nouvelle impulsion à la résistance et l'on a vu se produire de larges mouvements de grève dans les camps de détention sibériens de Vorkouta et de Norilsk au cours de l'été de 1953. Une nouvelle vague de résistance active a déferlé à la suite du discours anti-stalinien de Khrouchtchev de février 1956, discours après lequel plusieurs manifestations et l'existence de groupes organisés hostiles au régime ont été signalées, en même temps que se multipliaient brusquement les plaintes officielles contre la dissidence et le déviationisme idéologique.

80. Voici la liste des manifestations et des révoltes ouvertes qui se sont produites au cours des années ayant suivi la mort de Staline :

Mai-juin 1953

Pendant trois semaines, des grèves et des désordres se produisent dans les camps de concentration de Norilsk, avec la participation de dizaines de milliers de détenus. Un grand nombre des chefs de la révolte sont fusillés sur le champ et des centaines de détenus sont déportés vers des régions encore plus éloignées.

24-31 juillet 1953

Plus de 150.000 personnes participent aux grèves des camps de concentration de Vorkouta. Les détenus travaillant dans les mines n° 7 et n° 29 participent à un mouvement de résistance armée contre les unités envoyées pour réprimer les grèves. Quelque 150 personnes sont fusillées sur place et un grand nombre des meneurs des grévistes sont déportés vers d'autres régions où quelques-uns d'entre eux seront fusillés par la suite.

Août 1953

Les camps de concentration de Karaganda sont le théâtre de troubles généralisés dont la répression coûte la vie à des dizaines de prisonniers.

Printemps et été 1954

Des désordres se produisent fréquemment dans les camps de concentration des régions de Karaganda, de Balkach, de Cheroubay- Noura et de Sverdlovsk. Rien qu'à Sverdlovsk, plus de 700 détenus trouvent la mort et l'on cite des chiffres analogues pour d'autres régions.

Novembre 1954

Une grève a lieu dans les camps de Vorkouta.

4-5 mai 1955

De nouveaux désordres se produisent dans un certain nombre de mines de Vorkouta. Les membres de plusieurs unités de l'armée qui avaient refusé d'ouvrir le feu sur les détenus seront ultérieurement fusillés par le M. V. D. Quelque 800 détenus au total sont également fusillés.

Août 1955

Une révolte éclate au kolkhoze «Zaria», dans la région de Saran (Modavia).

Octobre 1955

Des désordres éclatent à Erivan, capitale de la République Arménienne. Les meneurs sont condamnés chacun à 25 ans d'emprisonnement.

Mars 1956

La manifestation la plus grave de l'époque post-stalinienne se produit à Tbilisi, en Géorgie. Le prétexte immédiat en est le troisième anniversaire de la mort de Staline (5 mars) et le refus des autorités de laisser les Géorgiens le commémorer après le discours secret dénonçant Staline prononcé par Khrouchtchev (25 février). Selon V. Kupradze, recteur de l'Université de Tbilisi, qui est interviewé le 17 avril par un journaliste occidental, des étudiants et des habitants de Tbilisi ont commencé le 5 mars à se rassembler devant la statue de Staline pour rendre hommage à celui-ci. Ces rassemblements qui n'ont pas été autorisés, sans toutefois être interdits, se sont amplifiés les jours suivants. Kupradze reconnaît aussi que des désordres se sont produits le 9 mars. Il dit que des personnes ont crié des « slogans nationalistes illégaux » et qu'il y a eu des victimes lorsque des « personnes sans vergogne » se sont lancées en automobile à travers la ville, interrompant la circulation. Se basant sur des renseignements non confirmés, des correspondants occidentaux signalent que des échauffourées se sont produites dans la nuit du 9 au 10 mars, faisant une douzaine de victimes selon les uns, 500 selon les autres.

Avril 1956

Une série de soulèvements se produisent dans les camps de concentration le long du Iénisseï (Verechagino, Mirnoyé et Imbatskoyé supérieur). La répression des soulèvements par les troupes du M. V. D. coûte la vie à plus de deux cents personnes.

Octobre 1956

Des correspondants occidentaux reçoivent de nombreuses nouvelles sur quelques grèves à Moscou, déclenchées, assure-t-on, en guise de protestation contre une révision des normes de production qui avaient entraîné une réduction des salaires de certains travailleurs.

Novembre 1956

Des Lithuaniens de Kaunas et de Vilna (principalement des jeunes gens) ont, semble-t-il, pu transformer les célébrations de la Toussaint en manifestations nationalistes d'un caractère modéré. Par la suite, la presse locale signale deux arrestations en relation avec l'incident de Vilna. Ces manifestations semblent être à l'origine de la déclaration du secrétaire du parti lithuanien, Snechkyus, faite un mois plus tard au Soviet Suprême lithuanien, selon laquelle la révolte hongroise aurait « enhardi » des éléments anti-soviétiques qui avaient commencé à lever la tête dans la République.

Novembre-décembre 1956

Des grèves sont signalées dans plusieurs villes ? Moscou, Leningrad, Kiev ? et dans des usines de l'Oural. Un membre du Presidium du parti communiste soviétique, Furtzeva, est chassée de l'une des usines à coups de sifflet et aux cris de : « Et vous, combien gagnez-vous ? »

Des étudiants des Universités de Moscou et de Leningrad réclament des explications sur la révolte hongroise et placardent dans les universités des bulletins d'information basés sur des émissions radiophoniques occidentales. Le roman de Doudintzev L'homme ne vit pas que de pain fait fureur. Dans de nombreux endroits, les gens se livrent à une critique ouverte du régime. A l'Université de Moscou, le roman est discuté en public et la rue est encombrée de personnes qui n'ont pu être admises dans la salle. Il en va de même à la Maison des Écrivains de Moscou et on est contraint de faire appel à la police montée pour disperser la foule.

Juin 1957

Une bagarre se produit entre le public et la milice dans un stade de Leningrad. Elle commence au début de l'après-midi et dure jusqu'au soir et les autorités doivent appeler des renforts pour rétablir l'ordre.

Activités anti-soviétiques organisées

81. Les manifestations précitées ont apparemment été spontanées. Il semble qu'il existe actuellement en Union Soviétique très peu de groupes anti-soviétiques organisés. Cependant, la presse soviétique a fait état, ces derniers mois, de plusieurs organisations hostiles à diverses mesures gouvernementales. Bien que la plupart de ces organisations semblent être éphémères et aucune d'entre elles franchement subversive, elles témoignent néanmoins de l'existence d'une opposition organisée contre le régime.

82. Parmi ces groupes, le mieux organisé et le mieux équipé semble être celui de la secte religieuse des témoins de Jéhovah qui jouerait un rôle actif en Moldavie. En mars et, de nouveau, en août 1957, les journaux locaux de l'Ukraine occidentale et du Kazakstán ont donné des compte rendus détaillés des activités des témoins de Jéhovah, à propos de l'arrestation et du procès de chefs de l'organisation. Ces compte rendus, qui visaient ostensiblement à ouvrir les yeux de la masse du parti, déclaraient que les témoins soviétiques locaux relevaient de l'organisation même de Brooklyn, d'où ils recevaient leurs instructions. On les accusait de prêcher que les États-Unis sont un pays démocratique, alors que « la dictature de Satan » règne dans le « camp socialiste », d'encourager le pacifisme chez les jeunes gens en âge d'être incorporés et même d'avoir conseillé aux membres de l'organisation, pendant la rébellion hongroise, de se préparer à lutter contre le Gouvernement soviétique. Le groupe aurait distribué des exemplaires, en russe et en roumain, de Watchtower, la revue de la secte éditée à New-York. En outre, les chefs disposeraient de machines à écrire équipées de caractères russes, ukrainiens et roumains ainsi que d'une ronéo, pour reproduire leurs propres textes illégaux. Ils semblaient être en mesure d'assurer des contacts réguliers entre des groupes locaux.

Bien que l'on puisse écarter les accusations d'espionnage lancées contre les chefs de la secte, il est évident que le groupe a pu exister pendant plusieurs années comme une organisation homogène hostile au régime. On ignore si l'organisation a été entièrement liquidée, à la suite des arrestations de l'an dernier.

83. D'autres groupes moins bien organisés, et beaucoup moins spécifiquement anti-soviétiques, se sont manifestés récemment. La presse soviétique a signalé que des étudiants de plusieurs universités avaient constitué des groupes chargés de publier des textes non autorisés, dont la plupart semblent avoir été consacrés à des sujets culturels ? concernant particulièrement les lettres et les arts non socialisto-réalistes.

Cependant, d'autres publications ont porté des titres aussi provocateurs que Hérésie, Voix nouvelles et La cloche, ce dernier en souvenir du célèbre journal révolutionnaire fondé au dix-neuvième siècle par Alexandre Herzen.

84. Ces petits groupes non organisés ne sauraient être considérés comme des centres anti-soviétiques actifs, mais ils sont symptomatiques de l'opposition estudiantine à l'un des principes fondamentaux du régime, le contrôle des intellectuels, et indiquent également que des organisations officieuses se forment plus aisément sous le régime actuel qu'au cours des dernières années de l'époque stalinienne.

85. La presse soviétique a également signalé en 1957 que certaines personnes publient et diffusent des tracts anti-soviétiques à l'intérieur de l'Union Soviétique.

De même, selon d'autres informations parues dans la presse soviétique, un véritable mouvement de résistance existe au sein de la marine marchande de la Baltique. Dans son numéro 6 (1957), Vodni Transport, journal officiel de la marine marchande, signale par exemple qu'une importante réunion a été organisée à Kaliningrad (Königsberg), au cours de laquelle des personnages officiels ont dénoncé les activités de l'organisation révolutionnaire russe N. T. S. et mis en garde les marins contre les écrits révolutionnaires diffusés parmi eux.

86. On peut noter également les nombreux comptes rendus et articles parus dans la presse soviétique et dénonçant de prétendus « agents américains », qui diffusent des tracts antisoviétiques à l'intérieur de l'Union Soviétique.

Il ressort de rapports publiés en 1955 et en 1956, et dont l'authenticité a été vérifiée, que des publications révolutionnaires ont fait leur apparition dans les grandes villes ? Moscou, Leningrad, Kiev, Odessa, Minsk et Smolensk ??? ainsi que dans un grand nombre de zones de population moins dense comme en Biélorussie, en Crimée, dans le Donbass et dans la région d'Arkhangelsk. Au cours de cette période, des publications révolutionnaires ont également été signalées dans certains camps de concentration.

87. Une diffusion massive de publications du N. T. S a été organisée au printemps 1956 : de nombreux citoyens soviétiques les découvraient dans leurs boîtes à lettres. Selon les rapports plus récents, ces publications révolutionnaires sont expédiées par la poste à Odessa ou passées de main en main.

88. Il ressort nettement de déclarations récentes de Khrouchtchev que le Gouvernement soviétique craint l'influence des tracts anti-gouvernementaux ? aussi bien ceux qui sont publiés à l'intérieur de l'Union Soviétique que ceux qui sont envoyés de l'étranger par des organisations révolutionnaires. Au cours d'une interview avec Henry Shapiro, correspondant de l' United Press (14 novembre 1958), Khrouchtchev a évoqué l' « influence bourgeoise » qui, a-t-il dit, est inévitable. Il a ajouté : « Prenez par exemple les postes émetteurs américains qui nous entourent. Combien de viles calomnies et de sales mensonges ne cessent-ils pas de diffuser ? Ou bien prenez les tracts expédiés vers la Russie et vers les autres pays socialistes par les impérialistes. »

Il a poursuivi : « Qu'en pensez-vous ? Devrions-nous vraiment reconnaître de tels mouvements et permettre à un groupe restreint d'individus acrimonieux et vendus aux impérialistes de diffuser à travers nos frontières leurs sales et hideuses élucubrations ? Ou peut-être devrions-nous laisser ces individus sans foi ni loi organiser leur immonde « mouvement » dans notre pays ? Le peuple soviétique ne permettra pas que quiconque vienne diffamer son Gouvernement national. »

89. Si nous laissons de côté les leitmotivs de propagande traditionnelle, les déclarations de Khrouchtchev semblent revenir à ceci :

En premier lieu, Khrouchtchev a reconnu l'existence d'influences « bourgeoises », c'est-à-dire anti-soviétiques. En second lieu, il a laissé voir qu'il était très préoccupé par les « t r a c t s impérialistes ». Cependant, il est bien connu qu'aucun des gouvernements du monde libre n'expédie des publications anti-soviétiques vers l'Union Soviétique. Les seuls tracts et journaux anti-soviétiques en provenance de l'étranger sont expédiés en Russie et diffusés dans ce pays par des organisations révolutionnaires russes : N. T. S. (Alliance nationale des Solidaires^ russes) et Z. O. P. E. (Alliance centrale des Emigrés politiques)

Dans sa déclaration, Khrouchtchev n'a laissé subsister aucun doute sur le fait qu'il ne mentionnait les « impérialistes » que pour la forme, mais qu'il s'inquiétait davantage des auteurs véritables de ces tracts ; « un groupe restreint d'individus acrimonieux », d' « individus sans foi ni loi ». Il va de soi que Khrouchtchev songeait aux organisations anticommunistes. Cependant, on ne voit pas tout à fait pour quelle raison ces « groupes peu nombreux » inquiéteraient le chef d'un grand E t a t , à moins que leur activité soit vraiment efficace, surtout si le peuple soviétique lui-même ? comme l'affirme Khrouchtchev ? ne permettrait pas à de telles personnes de diffuser du matériel de propagande.

Enfin, Khrouchtchev a admis ouvertement que ces groupes propagent non seulement de « viles calomnies », mais créent un mouvement en Russie. Le seul « groupe » de personnes qui se livre à ce genre d'activité, attaquant les communistes aux endroits les plus sensibles, c'est-à-dire sur le front idéologique, est le mouvement révolutionnaire russe N. T. S. dont les membres travaillent tant à l'intérieur de la Russie qu'à l'étranger.

90. Plus récemment, en avril 1958, le Secrétaire du Comité central du Komsomol (Organisation de Jeunesse) de Lettonie a fait la déclaration suivante (reproduite dans la presse soviétique) : « Ce n'est un secret pour personne que le nationalisme bourgeois, sur les instructions de ses maîtres impérialistes, essaie d'influencer les jeunes par tous les moyens possibles. A cette fin, il emploie divers moyens : émissions de la Voix de l'Amérique, lettres et paquets provocateurs. Il essaie de corrompre notre jeunesse, de semer la méfiance envers le Gouvernement soviétique et de se livrer à une propagande en faveur de la vie prétendue meilleure qui existe, à les en croire, dans les pays capitalistes. »

Activités anti-soviétiques non organisées

91. Dans sa majeure partie, la résistance en Union Soviétique revêt aujourd'hui une forme plus passive et moins organisée que les activités évoquées ci-dessus. De nombreux indices d'une résistance non organisée contre les mesures et les principes idéologiques du régime ont été relevés au cours des deux dernières années. Celle-ci revêt normalement l'une des formes suivantes : (1) critiques publiques des mesures ou des concepts qui revêtent souvent l'apparence d'une critique portant sur des questions moins fondamentales; (2) efforts déployés par des écrivains, des artistes et des érudits, pour essayer de passer outre aux contrôles officiels; (3) insubordinations contre la discipline officielle, allant du refus d'assister aux conférences de propagande, de l'affiliation à des groupes de jeunes profondément dévoyés, jusqu'au crime; (4) mécontentement nationaliste des minorités.

92. La politique du parti a été ouvertement critiquée, surtout par des étudiants et des intellectuels. Pendant la deuxième moitié de 1956, les Moscovites ont pu assister à plusieurs réunions d'étudiants, au cours desquelles les conférenciers du parti ont été harcelés par ces derniers, qui ont également critiqué le contrôle de l'information, l'inégalité des revenus, la bureaucratie, etc. Des articles ont paru dans des journaux culturels, désavouant le réalisme socialiste dans les lettres et les arts et condamnant le contrôle officiel des théâtres. Des historiens ont commencé à réviser de nombreux concepts traditionnels de l'historiographie soviétique. Encore en mars 1957, après plusieurs mois d'une campagne officielle contre cette tendance, les écrivains moscovites sont parvenus à transformer une importante réunion en une véritable manifestation contre la politique littéraire du régime.

93. La résistance des intellectuels aux contrôles n'était pas seulement le fait de quelques particuliers isolés. Les comités de rédaction d'un certain nombre de journaux importants ? dont on peut présumer que le parti avait choisi les membres surtout en fonction de la confiance qu'il pouvait avoir en eux sur le plan politique ? étaient dominés par des personnes opposées à la politique du parti. Parmi ces journaux figuraient plusieurs des journaux littéraires les plus importants et les principaux journaux d'histoire, d'art, de théâtre et de musique.

94. Des écrivains dissidents de Moscou et de Leningrad ont apparemment été en mesure de former des factions cohérentes. Le groupe de Moscou a contrôlé pendant quelque temps les périodiques littéraires Moscou littéraire et Monde nouveau et publié de nombreux articles et textes nettement déplaisants pour le régime. A mesure que la pression officielle contre les dissidents s'est accrue et que la défense publique de leurs positions devenait impossible, ils se sont livrés à une « conspiration du silence ». Quelques-uns d'entre eux ont tenu bon jusqu'en novembre, mais d'autres (en fait, moins d'une demi-douzaine d'écrivains) ont publié des aveux qui leur ont été manifestement extorqués; mais les aveux eux-mêmes étaient à tel point ambigus qu'on pouvait les interpréter comme un affront au parti. C'est ainsi que Mme Alliger, une célèbre femme de lettres, déclarait dans sa lettre à la Gazette littéraire qu'elle avait toujours eu tendance à « substituer des valeurs morales et éthiques aux normes politiques ». Cette déclaration semble impliquer que les normes politiques exigées par le parti sont incompatibles avec les lois morales et éthiques. La résistance de ce groupe d'écrivains se poursuit et constitue un phénomène d'une telle importance qu'il mérite d'être étudié plus en détail.

95. En fait, l'offensive que le parti mène actuellement contre les écrivains rebelles a débuté le 12 janvier 1957, lors de la quatrième Session plénière de l'Union des Ecrivains ukrainiens, suivie de sept autres sessions plénières d'unions d'écrivains à Moscou (deux sessions plénières), en Lettonie, en Azerbaïdjan, en Biélorussie, dans la région autonome des Karakalpakes et au Tourkménistan. En outre, quarante-huit réunions, tant à l'intérieur qu'en dehors du parti, ont été tenues dans l'ensemble de l'Union Soviétique et notamment à Moscou, à Leningrad, en Ouzbékistan, à Tbilisi, en Sibérie, à Tachkent, etc. Ces réunions

constituent l'un des aspects importants de la lutte sur le front littéraire et montrent que l'opposition intellectuelle n'est pas un phénomène isolé. Elle a assumé un caractère général et s'étend à un très grand nombre d'écrivains de toutes les régions.

96. Il est aussi remarquable que, parmi ceux qui sont ainsi en disgrâce, figurent de très grands noms de la littérature soviétique, notamment Ilya Ehrenbourg, Konstantin Simonov, Vera Panova, Veniamin Kaverine et bien d'autres encore qui avaient toujours été considérés comme des favoris du parti.

97. Par la presse soviétique, qui a donné de longs articles idéologiques à l'époque de ces réunions, il est possible d'établir une liste partielle des « péchés » et des « crimes » que les cohortes du parti ont attribués aux intellectuels de la Russie. Nous signalerons notamment : les tendances antiréalistes, la décadence, le formalisme, le sectarisme, la vulgarisation, le nationalisme, le cosmopolitisme, l'esprit philistin, la philosophie du désespoir et du pessimisme, la déviation des principes du parti, la perte de compréhension de l'esprit de l'époque actuelle, une déviation de l'esprit révolutionnaire, les concessions à l'esprit bourgeois, les tentatives faites pour justifier la liberté anarchique de création, le manque d'intérêt à l'égard de la politique, les tentatives déployées pour mettre en doute le bien-fondé des principes léninistes et une attitude partisane dans la littérature et les arts, le nihilisme (d'après le dictionnaire Webster, le nihilisme est une « doctrine selon laquelle les conditions de l'organisation sociale sont si mauvaises que la destruction est souhaitable en soi »), le rejet des conceptions idéologiques en littérature, les tendances révisionnistes, le rejet du réalisme socialiste, la formation de groupes, la démagogie, la calomnie, la description des aspects négatifs de la vie, le manque de foi, la critique destructive, la désillusion, l'hypocrisie, etc.

98. Parmi les accusations formulées à l'encontre des écrivains, celles qui, peut-être, dépeignent le mieux l'attitude qui prévaut actuellement en Russie sont celles de nihilisme, de rejet du réalisme socialiste (qui constitue le fondement même de la conception communiste de l'art), la mise en cause du bien-fondé des principes léninistes, les tentatives faites pour justifier la liberté « anarchique » de création, le manque de foi, la désillusion, et la déviation des principes du parti. Au bon vieux temps de Staline, l'une quelconque de ces accusations eût suffi pour que le coupable fût « liquidé ».

99. L'un des événements les plus importants, dans l'offensive idéologique déclenchée contre les forces intellectuelles de la Russie, a été la troisième Session plénière du Conseil de l'Union des Ecrivains de l'U. R. S. S. où, en présence des secrétaires des comités centraux de l'U. S. P. C, Chepilov et Pospelov, les écrivains ont commencé la fameuse « conspiration du silence ». Les rebelles ont simplement tenu pour nuls et non avenus tous les appels, les critiques et les menaces à peine déguisées, dirigés contre eux par les cohortes du parti. Ils ont même parfois boycotté les sessions.

100. La « conspiration du silence », qui a commencé à Moscou, s'est rapidement étendue à d'autres parties du pays. En Tourkménistan, cette « conspiration » a été si manifeste que même le correspondant expérimenté du parti n'a pu se dispenser d'en faire mention dans son rapport. « Les décisions de cette session plénière » ? écrivait la Gazette littéraire (n° 101 de 1957) ? « n'ont été discutées qu'entre le critique de Moscou, N. Onoufrieu et le Président lui-même. »

101. La réunion des écrivains, tenue à Leningrad pour dénoncer expressément les « conspirateurs » de Moscou, a également soulevé l'indignation des fidèles du parti. Conformément aux rapports de la presse de Leningrad « un nombre considérable d'écrivains bien connus n'ont pas honoré cette réunion de leur présence ».

102. La « conspiration du silence » continue. Les écrivains soviétiques les plus populaires et du plus grand talent ont passé sous silence des événements importants, tels que le lancement des spoutniks et le quarantième anniversaire de la révolution soviétique. Cette attitude se reflète dans l'ensemble des revues littéraires soviétiques, qui n'ont publié aucun article d'un grand écrivain depuis plusieurs mois, malgré les constantes attaques et dénonciations de la presse officielle et même certaines déclarations de personnalités d'une exceptionnelle importance comme Khrouchtchev lui-même.

103. La « conspiration du silence » est une nouvelle forme de résistance passive ouverte. Mais la lutte des écrivains russes pour plus de liberté ne s'est pas arrêtée là. On a enregistré, au cours de l'année passée, un grand nombre de faits équivalant à une résistance active aux pressions du parti.

Par exemple, un grand nombre d'écrivains ont défendu leur attitude contre les attaques du parti. D'après la Gazette littéraire (n° 125 de 1957), l'éditeur V. Kalpine et l'auteur V. Bertze, qui avaient été vivement critiqués lors de la session plénière du Comité central du parti communiste de Lettonie, « n'ont pas admis leurs erreurs théoriques et ont formulé de grossières attaques personnelles à l'encontre des camarades qui les avaient critiqués ». Auparavant, l'auteur V. Kaverine avait pris la défense active de la politique suivie par le Moscou littéraire; MM. Akarov et B. Evgenyev ont appuyé les éditeurs de la revue de Moscou; K. Pautovski a attaqué

les critiques du parti qui avaient condamné le livre de Doudintsev *L'homme ne vit pas que de pain*, tandis que V. Ovechkine, E. Evtouchenko, V. Doudintsev, A. Tourkov, S. Kirsanov et un certain nombre d'autres écrivains, dans plusieurs villes et républiques, ont ouvertement défendu leurs propres oeuvres ou celles d'autres écrivains contre les critiques du parti.

104. En passant en revue les événements de l'an passé, on ne peut manquer de noter que l'opposition générale à la politique du parti ne se limite pas à un groupe d'âge déterminé. A côté d'auteurs aussi âgés et aussi éminents que Pasternak, Ehrenbourg, Paustovski, on trouve un grand nombre de jeunes écrivains ? Eugène Evtouchenko, Ilya Lavrov et d'autres ? qui n'ont pas atteint la trentaine.

105. En même temps, des étudiants soviétiques ont publié un certain nombre de magazines et de journaux manuscrits semi-clandestins que la presse officielle a dénoncés. L'Université de Leningrad a été mentionnée à trois reprises à propos de la parution de revues comme *Hérésie*, *Le bourgeon bleu* et *Voix nouvelles*, et du journal *Kultura*; les étudiants de l'Université de Vilna (en Lituanie) ont produit la *Feuille de vigne* et l'Institut littéraire Gorki de Moscou a publié la revue satirique *Chez Pégase*. Des publications semblables ont paru dans d'autres villes de l'Union Soviétique.

106. La rébellion contre la stricte discipline et la monotonie de la vie soviétique est très répandue et revêt de nombreuses formes. Chez bien des jeunes, elle peut se traduire seulement par une passion pour le jazz américain et le rock-and-roll (que le régime considère comme une forme de subversion culturelle). D'autres s'habilleront et se conduiront peut-être d'une façon plus ou moins extravagante (comme les zoot-suieurs américains et les teddy-boys anglais). Chez d'autres encore l'insubordination revêt des formes plus graves : refus de travailler, vacarme dans les rues, agissements crapuleux et même crimes caractérisés. Toutes ces formes de résistance à la discipline rigide préoccupent le régime et rien ne prouve que les récentes campagnes lancées contre elles aient atténué la gravité du problème.

107. Comme nous l'avons déjà mentionné, le nationalisme minoritaire semble être le plus enraciné dans les Républiques baltes, en Ukraine occidentale, en Géorgie, en Arménie et en Asie centrale. Les manifestations actives de nationalisme sont encore relativement rares, mais assez récemment leur nombre a augmenté. Les émeutes de Tbilisi de mars 1956 et les troubles de Lituanie de novembre 1956 constituent les manifestations les plus vigoureuses du nationalisme local de ces dernières années. Plusieurs autres incidents moins spectaculaires, mais non moins significatifs se sont produits. Lors d'une visite de courtoisie de trois navires suédois à Riga, en août 1956, un grand nombre de Lettons sont venus se plaindre amèrement aux marins suédois des conditions existant en Lettonie. Quelques-uns d'entre eux ont été arrêtés sous les yeux des Suédois.

108. En général, le sentiment anti-russe se manifeste moins ouvertement et est beaucoup plus difficile à détecter. Cependant, les journaux soviétiques locaux et les dirigeants du parti ont accordé ces années-ci beaucoup plus d'attention que d'habitude aux dangers du « nationalisme bourgeois » et la presse a signalé plusieurs cas précis de critique ou de censure plus sévère. En novembre 1957, un écrivain ukrainien a fait l'objet d'une sanction du parti pour avoir exprimé des sentiments anti-russes et, au début de 1957, un journal littéraire kazak a été pris à partie pour avoir fait preuve d'un nationalisme excessif. Par la suite, la presse du Kazakstán a essayé de réfuter des accusations prétendant que les Russes jouissaient de privilèges refusés aux Kazaks. Ces incidents et les continuelles mises en garde contre le nationalisme local indiquent que les sentiments anti-russes sont à peine déguisés dans de nombreuses régions.

Conclusion

109. Le présent rapport n'a pas la prétention de donner un aperçu complet ou une vue d'ensemble de la situation en Union Soviétique. Il indique seulement quelques aspects de la situation, . souvent négligés ou sous-estimés dans le monde occidental. En dressant une longue liste de faits négatifs, on court peut-être le risque d'exagérer leur importance et de tirer des conclusions générales qui ne seraient ni rigoureusement équilibrées, ni justifiées. D'autre part, le monde libre a tendance à accorder plus d'attention aux succès spectaculaires de l'Union Soviétique qu'aux innombrables points faibles qu'on peut relever dans la vie et la politique soviétiques. C'est la raison pour laquelle la commission des Nations non représentées a jugé utile de mettre en lumière les tensions accrues au sein de la société soviétique, sans succomber à la tentation de faire des prophéties ambitieuses ou de prédire des événements propres à ébranler la société soviétique.